



ISSN 0026-9433

T 2137 - 667 - 8,00 F



# le monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°667 JEUDI 11 JUIN 1987 8,00 F

## LE PEN PARLE, CHIRAC AGIT...



### L'accepter c'est se suicider !

**EDITORIAL**

Le Pen a le S.I.D.A. ! C'est marqué sur les murs sales du métro. C'est forcément vrai. Ça pouvait être catastrophique pour n'importe qui d'autre. Mais Jean-Marie... A force de vouloir apeurer les masses, ou peut-être de se rassurer lui-même, il a fallu que ça lui arrive. A lui. Enfin bon, il ne faut pas trop rêver. Même si l'on peut rire de tout, surtout de Le Pen.

Voilà un homme politique pas ordinaire. Bon catholique, bon père de famille mais mauvais époux, tortionnaire et borgne qui réussit là où Raymond Barre ne réussit pas : semer une merde inextricable dans la bonne vieille droite traditionnelle. Déchirée, écartelée, gouvernant peu et surtout mal, la droite — Chirac en tête — est tombée dans le piège de la démocratie. Tous les affidés du Premier Ministre, les tâcherons besogneux de la réaction tergiversent, se concertent, ruminent, fulminent ou

s'interrogent et surtout considèrent le Front national comme un adversaire politique de plus.

Les manœuvres des socialistes, qui délibérément ont choisi de ne rien faire pour freiner l'ascension des nazillons, ont ainsi dressé le lit de l'extrême droite. Suant la haine et la crainte, elle a pu s'engouffrer dans la brèche ouverte par une loi électorale taillée sur mesure et entrer à l'Assemblée nationale. Cela n'a malheureusement pas empêché les petits Blancs de descendre dans la rue comme à Marseille et plus récemment autour de la statue de Jeanne d'Arc, dont tout le monde se dispute la mémoire. Et si elle n'avait pas été pucelle ? Devenu homme providentiel, bonne à tout faire et valet de chambre à la fois, bâton merdeux dont on ne sait quel bout prendre sans s'en coller sur les doigts, l'effet Le Pen croît

comme un chancre sous les assauts de ceux qui craignent pour leur prochaine élection.

Pour nous, anarchistes, ces querelles sont loin de nos préoccupations. Nous n'avons pas d'ennemi politique, mais tout un système à combattre et toute une société à construire. Une société où le combat d'Eric Hébert ou de Dominique Lestrat ne serviront plus à rien car il n'aura plus de raison d'être. Mais il faut d'abord, pour en arriver là, faire taire une bonne fois pour toutes les sirènes conservatrices. C'est au travers de la lutte des immigrés, des antimilitaristes, dans les usines, les quartiers, etc., que notre engagement doit prendre sa vraie place pour qu'on nous foute enfin la paix avec la cohabitation et les données corrigées des variations saisonnières.

F°P. 2520

# communiqués éditions

**• PARIS**  
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

**• EVREUX**  
Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est en création sur Evreux et sa région. Les personnes intéressées peuvent contacter les relations intérieures qui transmettront.

**• PARIS**  
Le Groupe libertaire Louise-Michel organise sa fête annuelle le samedi 20 juin 1987, de 14 h à 19 h, place des Abesses, à Paris 18<sup>e</sup>, avec : des jeux pour enfants et adultes ; des expositions ; des films ou des vidéos ; des stands (lycéens, consommateurs, organisations antiracistes, etc.) ; des stands librairie du Monde libertaire et Radio-Libertaire ; des chanteurs !

**• ANGERS**  
Le n°11 d'« Alternative libertaire 49 », journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 2,20 F (en timbre) ou mieux s'abonner : quatre numéros, 25 F. Chèques à l'ordre de A.D.E.I.R., à envoyer au 8, rue Buffon, Angers.



**• BORDEAUX**  
Le groupe Durruti de Bordeaux, afin de protester contre la généralisation de la précarité, a réalisé une brochure : « Les S.I.V.P., une aubaine pour les patrons ». Cette brochure est disponible à l'adresse suivante : 7, rue du Muget, 33000 Bordeaux, ou à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (au prix de 2 F l'unité, 7 F 50 les cinq exemplaires ou 15 F les 10 exemplaires).



**• PERPIGNAN**  
Le groupe Puig-Antich de Perpignan vient de sortir le n°20 d'« Infos et analyses libertaires ». Il est possible de se le procurer pour 10 F au 145, rue Amelot, 75011 Paris. L'abonnement est de 35 F pour 1 an et de 60 F en soutien. Ajouter 15 F pour les frais d'envoi.

**• MELUN**  
Le premier numéro de « Vivre ! », feuille d'expression libertaire éditée par le groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste vient de paraître. On peut se le procurer en envoyant un enveloppe timbrée (2,20 F) à la librairie du Monde libertaire, Groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



**• MARSEILLE**  
Le groupe libertaire de Marseille vient d'éditer trois modèles de brochures en laiton gravé. Nous pouvons affirmer sans conteste que cette initiative est unique dans le petit monde de l'édition de badges d'inspiration anarchiste. Car ce sont plus que des badges : de véritables petits bijoux amoureux exécutés par un artisan graveur marseillais, d'après des maquettes fournies par notre groupe. Le prix de revient en est assez élevé, mais nous avons misé sur la qualité et le caractère exceptionnel d'une telle édition. Gageons que chacun saura apprécier la noblesse du matériau, la finesse de la gravure et le choix qui est proposé (voir dessins présentés). Ces petites merveilles font 5 cm sur 2 cm. Les creux sont noirs et le tout est recouvert d'une fine couche d'émail transparent pour éviter toute oxydation.



Autant d'arguments qui sauront décider les compagnons et compagnes à commander et par là à soutenir notre groupe. Prix unitaire : 50 F (plus 5 F de frais de port). Cinq exemplaires : 250 F (plus 12,50 F de frais de port). Dix exemplaires : 500 F (exonération des frais de port). Chèques libellés comme suit : C.C.P. 602 46 Z (sans autre mention), à expédier au Groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (en vente aussi lors de nos permanences du samedi de 14 à 17 h).

**LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »  
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !**

# débats

**• PARIS**  
Le groupe Louise-Michel organise le 12 juin, dans son local au 10, rue Robert-Planquette (M<sup>e</sup> Blanche), une conférence animée par Gaetano Manfredonia sur le sujet « Le retour d'une "certaine France" ». Cette conférence débutera à 20 h et sera précédée, dès 18 h, d'une vidéo et de l'indispensable buffet.

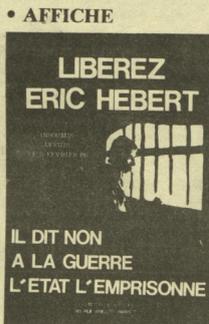
**• SEVRAN-BONDY**  
Le Groupe Sevrans-Bondy organise une soirée-débat sur le thème : « Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? ». La réunion se tiendra le vendredi 19 juin 1987 (à 20 h 30) au centre A.L.F.A., 152, avenue Gallieni (R.N. 3), Bondy.

**• RENNES**  
Le groupe de Rennes organise localement la mobilisation pour le rassemblement international antinucléaire du 20 juin à Paris. Des départs en cars sont prévus et nous invitons toutes les personnes intéressées à nous contacter rapidement, lors de notre permanence quotidienne du lundi au jeudi (20 h à 21 h), à la M.J.C. Rennes-Centre, 9, rue de la Paillette (tél. : [16] 99.59.34.07). De plus, nous organisons sur le même sujet une réunion d'information le mercredi 10 juin, à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars.

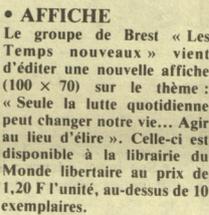
# sommaire

**PAGE 1 :** Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes — **PAGE 3, Régions :** Luites antinucléaires au Pays d'Anjou, Centre les expulsions, Radio-Gribouille, La M.A.M.A. — **PAGE 4, Social :** Nouvelles du front, Eric Hébert : deux mois d'incarcération, La menace Séguin, « Le Matin » — **PAGE 5, Société :** Le quartier Belsunce (Marseille) : un phénomène commercial, Une guitare au violon — **PAGE 6 ET 7, Arguments :** Droite et extrême droite — **PAGE 8, Dans le monde :** Situation politique et sociale en Polynésie française, Berlin : tout feu, tout flamme — **PAGE 9, Informations internationales :** Grande-Bretagne, Panorama de la presse libertaire, Brèves — **PAGE 10, Histoire :** Mise au point à propos de P. Rassinier, Note de lecture — **PAGE 11, Expressions :** Programme de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Musique, Cinéma — **PAGE 12, Arguments :** S.I.C.A.D. 1987, la fin des illusions.

# éditions



L'affiche de soutien à Eric Hébert est de nouveau disponible (44 x 56). En vente : 5 francs l'unité. Pour des collages de soutien, cette affiche est gratuite.



Un autocollant de soutien à Eric Hébert vient d'être édité (12 x 6,5). Prix : 1 F l'unité au détail, 0,40 F en dessous de 300 exemplaires et 0,25 F au dessus.



Autant d'arguments qui sauront décider les compagnons et compagnes à commander et par là à soutenir notre groupe. Prix unitaire : 50 F (plus 5 F de frais de port). Cinq exemplaires : 250 F (plus 12,50 F de frais de port). Dix exemplaires : 500 F (exonération des frais de port). Chèques libellés comme suit : C.C.P. 602 46 Z (sans autre mention), à expédier au Groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (en vente aussi lors de nos permanences du samedi de 14 à 17 h).

**• MELUN**  
Le Groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste invite les libertaires et sympathisants, les syndicalistes, les antinucléaires, les écologistes, les antiracistes et les humanistes de la région (ou d'ailleurs) à venir à la fête de S.E.M.A.P.H.O.R.E. (Seine-et-Marne alternative politique « HÔtrement » rassemblement écologique, association régionale investie dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire ») qui se déroulera le vendredi 19 juin, de 18 h à 24 h, au C.E. Sncema de Dammarié-les-Lys (parcours fléché à partir de la gare de Melun). Seront présents à leurs stands des syndicats en lutte en Seine-et-Marne, des associations, tandis que des groupes musicaux nous feront partager leur talent. De 20 h 30 à 22 h, un débat sera animé par Frieder Wolff, député européen vert allemand (conférence de presse à 17 h). Enfin, sont prévus spectacle et jeux d'enfants. Bien sûr, on pourra manger et boire sur place. Pour tous renseignements : « Sémaphore », B.P. 64, 77190 Dammarié-les-Lys, ou librairie du Monde libertaire, groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

**• GRENOBLE**  
La liaison F.A. de Grenoble invite les gens intéressés par les idées anarchistes, et désirant construire autre chose sur ces bases, à prendre contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

**• SAINT-MÉDARD-EN-JALLES**  
La liaison Saint-Médard-en-Jalles (près de Bordeaux) vous informe qu'une vente du « Monde libertaire » se tient tous les samedis matin, au marché de Saint-Médard-en-Jalles, de 10 h à 12 h.

**• LILLE**  
On peut contacter le groupe Benoît-Broutchoux 24 heures sur 24 en faisant le (16) 20.47.62.65 (répondeur téléphonique). « La Voix sans maître », émission du groupe, a lieu tous les vendredis de 21 h à 23 h sur Radio-Campus (99.6 MHz). Tél. du studio : 20.91.24.00. Par ailleurs, le groupe assure des permanences et des ventes du « Monde libertaire » le mardi de 19 h à 21 h au Centre culturel libertaire ; le mercredi, de 12 h 30 à 13 h 30 à la fac de Lettres ; le vendredi, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare ; et le dimanche de 11 h à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes. Le Centre culturel libertaire « Benoît-Broutchoux » a besoin de votre aide. Souscrire est plus que jamais nécessaire afin de permettre à l'anarchisme de s'ancrer durablement dans la réalité sociale et culturelle de la région Nord/Pas-de-Calais (chèques à l'ordre de « Cercle d'études sociales », C.C.P. n°7 806 13 M Lille, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille. Métro Fives).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>e</sup> République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
N°..... Rue.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

ANGERS

Après Brest et Marseille, nous vous présentons dans ce numéro les activités du groupe d'Angers de la Fédération anarchiste, alors que notre congrès vient de se tenir dans cette ville. Existant depuis de nombreuses années, il publie un journal local, « Alternative libertaire », et, si vous souhaitez le rencontrer, tient des permanences régulières.

Pour se procurer « Alternatives libertaires » : envoyez 2,20 F en timbres ou abonnez-vous pour quatre numéros, au prix de 25 F (chèques à l'ordre de A.D.E.I.R., 8, rue Buffon, Angers. Permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois à la M.A.M.A., à la même adresse.

Le comité de rédaction

LUTTES ANTINUCLÉAIRES  
Le pays d'Anjou

DEPUIS les guerres de Vendée, on n'avait pas vu ça dans notre beau petit pays d'Anjou, engourdi dans les glaces polaires de la politique conservatrice ambiante. On n'avait pas vu ça, enfin presque ; car ce serait oublier les mobilisations contre les projets de centrales à Liré, au Pellerin ou à Montjean, et plus récemment le projet de stockage de déchets nucléaires à Cholet.

Les antinucléaires se regroupent au sein de la C.O.R.I.A.C.E. (cf. Monde libertaire n°662) pour lutter contre le cancer radioactif qui nous menace tous, et pas uniquement notre charmante région à Segré, mais aussi dans les Deux-Sèvres, à Neuilly-Vouin à quelques portées de neutrons seulement de la centrale de Chinon-Avoine. Si jamais ça saute, on est aux premières loges.

Donc les couleurs de l'écologie paraissent reverdir, mais ce n'est pas si simple que ça. On en est encore au début, aux manifestations symboliques, aux réunions d'information pour la population. Même si une volonté d'ensemble semble se dégager, il faut jouer dans la mesure y compris au sein de la coordination. Les esprits en province n'aiment pas s'emballer, douceur angevine oblige. Mais plus se succèdent les réunions, plus apparaît l'ampleur de l'enjeu : s'opposer aux deux centres de stockage ; d'autant plus que le centre d'étude du C.E.A. n'a pas hésité à rejeter à Bruyères-le-Châtel en Essonne deux fois un gramme de tritium, soit 20 000 curies !



Une seule centrale nucléaire de 900 mégawatts en rejette annuellement 200 (curies). Nos « chères têtes d'œufs » chaperonnées n'ont pas tergiversé un instant avant de lâcher en un seul coup et un seul endroit, ce qui est toléré en un an pour le parc nucléaire français dans son entier. Alors vous pensez bien que pour nous imposer « un simple centre de stockage »...

En conclusion, la crainte est ici la même qu'ailleurs, il faut jouer de toute part utilisés, classiques, mais que ce soit l'atome de Savoie ou de Navarre — même retraité — nous n'en voulons pas, pas plus que nous ne voulons une société policière et centraliste, à subir et à léguer aux générations à venir. Nous demeurons vigilants sur les bords de la Maine et de la Loire.

CHRISTOPHE (Gr. d'Angers)

La M.A.M.A.

Si Radio-Gribouille demeure l'une des dernières radios associatives de l'Ouest à vocation ouvertement alternative, c'est sans doute parce qu'il existe encore dans le Maine-et-Loire une mouvance réellement alternative, autogestionnaire. Après la fermeture, il y a deux ans, de la librairie parallèle « La Tête en Bas », d'autres projets ont vu le jour, et en particulier un regroupement d'organisations politiques ou spécifiques, cas rarissime en France, non sur un point ponctuel (comité de lutte, collectif de défense) mais sur un projet à long terme de travail en commun et surtout de partage d'un lieu d'existence.

C'est la M.A.M.A., la Maison angevine des mouvements alternatifs, qui regroupe la Fédération anarchiste, le P.S.U., le M.A.N., le M.P.T.E. (un groupe de scientifiques de la fac d'Angers travaillant sur les énergies douces) et sans doute demain les Verts-49. Local en pleine ville, connu, publique. Mise en commun du matériel technique de propagande et surtout travail ensemble sur des dossiers (exemple : celui des déchets nucléaires), échange d'informations.

Bref, la M.A.M.A. manifeste une volonté évidente de dépasser les querelles de boutiques, les sectarismes, sans pour autant nier les différences et les divergences. Chacun garde bien sûr son fonctionnement et sa propagande spécifique en parallèle au travail commun. L'initiative est intéressante à l'heure où se fait de plus en plus sentir, dans ce pays, la nécessité de recomposer un mouvement alternatif enraciné dans la réalité locale, et non sur des plate-formes nationales fourre-tout souvent électoralistes. Cette réalité est à construire, nous pouvons la marquer de notre spécificité. Pourquoi ne pas s'y atteler ?

PATRICK (Gr. d'Angers)



Contre les expulsions

LA suite des lois Pasqua-Pandraud sur « l'entrée et le séjour des étrangers en France » (loi du 9 septembre 1986), de nombreux collectifs se sont créés un peu partout en France.

Ce qui est nouveau dans cette loi, ce sont les procédures d'expulsions administratives. Un étranger arrêté par la police en situation irrégulière est immédiatement expulsable, et le renouvellement de la carte de résident peut être refusé si la présence de l'étranger « constitue une menace pour l'ordre public ».

Application de cette loi

Depuis l'application de cette loi, c'est plus d'un millier de personnes qui se trouvent expulsées sans aucun recours. Effectuées au début dans le secret, ces expulsions sortent peu à peu de l'ombre par le travail effectué par les collectifs. Ainsi,



dans le Maine-et-Loire, un « Collectif pour le droit au séjour » réunit les associations locales antiracistes, les associations d'immigrés et des organisations politiques.

Dès le mois de mars, elles se sont mises au travail, et ce n'est pas ce qui a manqué. Une dizaine d'expulsions à traiter. La plupart des jeunes, désirant renouveler leurs papiers, se voient expulsés parce qu'ils ont fait au moins six mois de prison dans le passé. Ces situations sont d'autant plus dramatiques que ces jeunes ont grandi en France, ils y ont leur famille et n'ont plus aucun contact avec leur pays d'origine.

L'expulsion représente une seconde condamnation, alors qu'ils ont déjà purgé les peines pour lesquelles ils ont été condamnés par le passé. Ces décisions ne tiennent pas non plus compte des situations actuelles. « Faire des conneries » il y a dix ans, « s'être réinséré » depuis, et aujourd'hui être encore considéré comme une menace pour l'ordre public, c'est une aberration juridique.

Les jeunes d'Angers concernés par ces expulsions ont commis des vols et des recels. On voit que la notion de menace à l'ordre public est laissée à l'appréciation de l'autorité administrative et son application est très élargie, les policiers s'en donnant à cœur joie dans leurs rapports. De plus, il s'avérerait que les commissions d'expulsions qui donnent un avis « favorable ou non » sur ces cas, ne sont qu'un simula-

cre. On a vu des personnes expulsées sur des avis « défavorables à leur expulsion ».

Car au bout du compte, c'est le ministre de l'Intérieur qui décide, et ses intentions ne laissent planer aucun doute. Les déclarations de M. Pasqua, il y a quelques semaines dans l'Hérault, où il a déclaré que : « s'il pouvait les renvoyer chez eux (les immigrés) par trains entiers, il le ferait », nous rappellent le triste souvenir des holocaustes passés. Une réunion nationale de tous les collectifs a eu lieu à Angers, le week-end du 10 au 11 mai, afin de faire le point sur les différents départements et de préparer la riposte.

Mobilisation contre les expulsions

Le lendemain, 500 personnes se retrouvaient dans la rue afin de manifester contre l'expulsion des jeunes. Et ce n'est pas fini, les cas vont aller en se multipliant : l'approche de la campagne électorale, la propagande raciste de Le Pen incitent l'administration et le gouvernement à prendre des mesures qui seront de plus en plus répressives.

Il est urgent de se mobiliser contre cette loi qui, en plus d'aggraver la situation déjà précaire des immigrés en France, amalgame les notions de « délinquance » et d'« immigration ».

CAROLINA (Gr. d'Angers)

RADIO-GRIBOUILLE

Une radio associative non commerciale

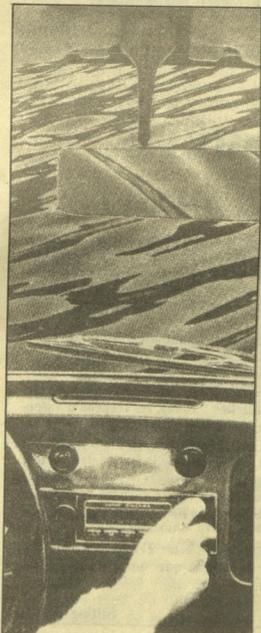
Cette radio est gérée sous le couvert de l'Association angevine pour l'extension des communications (A.A.E.C.), créée en 1981. Celle-ci s'est fixée une ligne de conduite qui « tient la route ». En voici les grands principes :

- Son indépendance : Radio-Gribouille n'est pas l'outil d'une pensée ou d'une idéologie, ni d'un parti politique ou d'une entreprise ; mais elle est ouverte à l'expression des associations, syndicats, partis (sauf le Front national). Elle veut présenter aux auditeurs les différents points de vue, leur pourquoi, sans imposer une solution toute faite, mais développer leur information d'où son indépendance. Radio-Gribouille ne dépend pas économiquement d'un groupe d'entreprises, de banques ou mêmes de sociétés ; elle est financée par les subventions de péréquation entre radios commerciales et non commerciales, et par les cotisations de ses 60 adhérents. Son budget atteint 300 000 F par an.
- Son esprit progressiste : Radio-Gribouille est ouverte aux idées nouvelles, alternatives ; aux expériences, actions, événements renforçant l'égalité, la justice, la paix, la liberté. Radio-Gribouille se situe du côté de la défense des droits de l'homme, de la solidarité contre l'oppression.

Il y a, sur Radio-Gribouille, des émissions de rock ou de new wave, de jazz, de chanson locale, de chanson française, de musique des Caraïbes, arabe, africaine, latino-américaine ; mais aussi des magazines sur la vie des immigrés à Angers, le tiers monde et les rapports Nord-Sud, le féminisme, l'histoire sociale, les prisonniers de la maison d'arrêt d'Angers.

Ainsi le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste a animé pendant plus de trois ans une tribune consacrée à l'action de la Fédération anarchiste, aux regards que les anarchistes portent sur l'actualité et sur le fonctionnement de notre société. Pour Radio-Gribouille, un seul slogan bien intégré à son éthique : « Radio-Gribouille, la radio libre d'Angers ».

OLIVIER (Gr. d'Angers)



### Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'écran 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-les-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :

- au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;
- au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;
- au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

Comité de soutien (Rouen), B.P. 58, 76160 Darnetal.

Comité de soutien (Paris), c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Comité de soutien (Lille), c/o M.N.E., 23, rue Gosselet, 59000 Lille (réunion le mardi à 18 h).

### NOUVELLES DU FRONT

• Gorbatchev est content... Un jeune aviateur allemand, un peu fou, vient de lui donner l'occasion de reprendre en main l'Armée rouge. Faut dire que ce qu'a fait un petit avion de tourisme, des missiles de croisière peuvent très bien le faire. Moscou protégé par un bouclier antimissiles étanche à 100%, c'est certainement la dernière blague anticommuniste primaire ! Certains ne comprennent pas... un Cessna c'est tout de même moins visible qu'un Boeing nord-coréen !

• Les militaires argentins pardonneront-ils à la démocratie de les avoir amnistiés des crimes commis sous la dictature ? C'est la question qui risque de se poser dans les années à venir, après le vote au Sénat d'une loi ne permettant plus de juger que quelques militaires de très haut rang. Sachez donc que l'on peut tuer, violer, piller, incendier... pourvu que cela soit un ordre. « Acht », dirait Barbie, « la démocratie a quand même quelquefois son intérêt ! ».

• La Coordination de soutien aux réfractaires a élaboré un dossier sur les réfractaires au service national, l'objection, l'insoumission, le soutien, etc. A commander, au prix de 10 F plus le port, à la même adresse qu'« Objections ». Par ailleurs, le répondant antimilitariste est toujours à votre disposition au (16.1) 43.03.62.03 pour tout ce qui concerne l'antimilitarisme : procès, fêtes, soutien... N'hésitez pas, il est très poli !

• Le Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, B.P. 1027, 69201 Lyon cedex 01, a édité récemment un « Guide des forces nucléaires françaises ». Prix : 35 F franco de port (C.C.P. n° 3 305 96 S, Lyon). Cela peut être intéressant de savoir comment seront gaspillés 474 milliards de francs (coût de la dernière loi de programmation militaire). Ce même centre publie chaque mois le bulletin « Damocles » qui recense tout ce qui est paru dans la presse concernant le domaine militaire (11 numéros : 120 F, adresse du C.D.R.P.C.).

Georges HOST

### ÉRIC HÉBERT

## Deux mois d'incarcération

ERIC HÉBERT, insoumis total, est maintenant incarcéré à la prison de Loos depuis deux mois. Otage de l'armée française, prisonnier d'opinion, Eric est enfermé depuis le 9 avril pour avoir refusé l'unique, s'opposant ainsi à la militarisation croissante de l'Etat français (cf. loi de programmation militaire votée tout récemment). Quelle que soit la peine qu'il pourrait encourir, celle-ci serait inadmissible. Les tribunaux militaires ont-ils vraiment disparu puisque la justice civile prend le relais ?

### De nombreuses signatures...

Samedi 30 mai, le comité de soutien lillois se mêlant à la foule Grand-Place s'était transformé en « armée » d'hommes-sandwich, informant les passants de la captivité et de l'insoumission d'Eric. Nous étions une dizaine pour faire signer les pétitions. En ce bel après-midi ensoleillé, nous nous sommes rendus compte avec joie que plus de 200 personnes avaient l'âme « un tant soit peu pacifiste ou antimilitariste... Deux cents signatures vinrent en effet s'ajouter au 4 000 déjà recueillies par les différents comités de soutien.

Ce recueil de signatures a eu lieu après le déploiement d'une

banderole réclamant la libération d'Eric, qui n'a malheureusement pas résisté au grand vent qui soufflait au premier étage de la grue où elle avait été fixée. Le vent ne semblait pas antimilitariste, mais les journalistes étaient présents et cela nous a tout de même valu un second article dans la *Voix du Nord* !

### Au moins 5 000 signatures

Cinq mille signatures pour le 1<sup>er</sup> juillet... mais pourquoi pas 10 000 ? Dans tous les cas, le soutien doit être efficace et massif afin que le jugement prévu pour le 1<sup>er</sup> juillet penche largement en faveur d'Eric. Il a d'ores et déjà reçu 300 lettres, mais il importe également de continuer à faire pression sur le juge Faure et d'obtenir d'autres lettres de soutien d'artistes, d'écrivains, etc.

Eric a rencontré M<sup>re</sup> Seynave, son avocat lillois, qui ne s'attendait pas à trouver devant lui un insoumis total mais un objeteur insoumis... et qui devra donc « revoir sa copie » pour la défense ! Eric organise une défense active, en collaboration avec son avocat, en faisant appel à des témoins qui argumenteront en faveur de l'antimilitarisme, de l'insoumission, de la liberté d'opinion, etc.



L'appel du 18 juin

La date du jugement se précisant, il est important de se rapprocher des différents comités de soutien et de leur apporter une aide tant matérielle qu'active que financière (la comparaison d'un

témoin, par exemple, coûte de 350 francs à 500 francs et ceci uniquement pour avoir l'aval d'un huissier !).

Et le soutien continue ! Le comité lillois organise jeudi 18 juin une soirée film-débat sur l'antimilitarisme « en général » et sur l'insoumission en particulier. Informations, mais aussi débat avec des invités, suivront la projection vidéo du film d'Alan Parker *Birdy* et d'un diaporama. Après les différentes apparitions du comité de soutien (qui ne s'arrêteront pas là !), cette soirée permettra de toucher et de sensibiliser un plus large public.

Il est important que des initiatives de ce type se déroulent un peu partout en France, car au-delà du soutien direct à Eric Hébert et aux autres insoumis, c'est un vaste mouvement antimilitariste qu'il faut reconstruire après la période de laminage et de banalisation que nous avons vécu ces dix dernières années (objection qui n'est plus de conscience, mais de convenance !).

Comité de soutien lillois

**ÉRIC HÉBERT, INSOU MIS TOTAL PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 64 JOURS**

### SÉCURITÉ SOCIALE

## La menace de M. Séguin

APRÈS l'« Heure de vérité » sur A.2 le mercredi 3 juin, la situation est-elle plus claire pour la Sécurité sociale ? En fait le ministre des Affaires sociales était-il là pour cela ? Il était présent ce soir-là à la télévision, non pas pour expliquer sa façon de penser au sujet de la couverture sociale des Français, mais pour repindre la façade de l'édifice gouvernemental.

### Bonnes vacances à tous et à toutes...

Son rôle était donc de minimiser la crise de la majorité, de dire que tout allait bien, que « Jacques Chirac n'avait pas l'intention d'empêcher les ministres de s'exprimer » tout en lâchant des lapalissades du genre « nous avons choisi de gouverner, il faut que nous gouvernions ».

Mais le sujet n°1 sur lequel les spectateurs attendaient Philippe Séguin étant bien sûr la Sécurité sociale, il a voulu rassurer en disant tranquillement « qu'il n'était pas sûr à l'heure actuelle que le pouvoir d'achat des salariés diminue d'ici à fin 1987 ». Pour figurer son nuage de fumée, le ministre des Affaires sociales a « indiqué » que la seconde hausse des honoraires médicaux (de 80 à 85 F) serait reportée au 1<sup>er</sup> septembre. Pourquoi n'a-t-il pas souhaité de bonnes vacances à tous et à toutes ?

Il est vrai qu'il y avait eu un raidissement dans l'atmosphère quand, questionné par le journaliste de l'*Humanité* sur les 474 milliards de francs investis dans la programmation militaire, lui ayant dit que le gouvernement ne céderait pas, il revendiqua « le titre de ministre du chômage ». Le lièvre était levé et il n'y avait plus qu'à le suivre ! « On ne reverra jamais l'emploi stable », a déclaré Séguin, c'est « la priorité à l'entreprise », le temps partiel généralisé, des activités de service avec des « procédures spécifiques de rémunération ». Ce qui implique la remise en cause du

S.M.I.C. (salaire moyen intercatégoriel)...

### Monsieur toujours plus

Pour Séguin, il faudrait que les Français vivent à l'heure américaine, se déplacent au gré du travail et des saisons (qui payera les roulettes ?), érigent la précarité en système social : « Les gens seront appelés à changer d'activité, d'entreprise, de région : plutôt que de (le chômage) subir, organisons-le ». Ce ne sont là que des invocations ministérielles au petit écran, pourrait-on dire. Mais malheureusement l'attaque contre la couverture sociale se double d'un démantèlement du code du travail.

Ainsi ce que le patronat et le gouvernement n'ont pas pu faire entrer dans le code du travail, ils tentent de passer outre sous forme d'amendements divers à côté desquels la loi dite Delebarre c'était presque du gâteau. Et tout cela pour façonner le paysage social « à l'américaine » et « libérer » les entreprises.

Le projet gouvernemental de Séguin remet en cause les conventions collectives, un accord d'entreprise prévalant sur tout accord au niveau national. Ce texte propose :

1. Une modulation des horaires. Les heures effectuées au-delà de 39 heures par semaine seront compensées par des heures non effectuées au dessous des 39 h.

2. La récupération des heures collectivement perdues (inventaire, interempéries).

3. Le calcul des heures supplémentaires sera sur « quelques semaines ».

4. Le repos compensateur à la place du paiement des heures supplémentaires (au lieu du cumul auparavant...). Incidence sur les congés payés !

5. Le travail de nuit des femmes pourrait être acquis par un accord d'entreprise.

6. La suppression de certaines restrictions au travail des femmes

(10 heures sans pause, travail sans relai, travail les jours fériés).

7. Le travail continu, autorisé aujourd'hui pour des raisons techniques, pourrait l'être pour des raisons économiques.

8. Le contrat de travail intermittent.

9. Les accords d'entreprise « illégaux » seront légalisés a posteriori à la date d'entrée en vigueur de la loi.

### La riposte est-elle en vue ?

Tout cela peut sembler rébarbatif, mais signifie tout simplement que toute présence dans l'entreprise devra être rentabilisée au maximum et que la flexibilité sera codifiée. Et la riposte syndicale, celle dont le front « uni » avait permis il y a quelque temps de repousser cette

attaque du profit capitaliste à outrance ?

Du côté de la C.F.D.T. « officielle », on voit mal Edmond Maire combattre un projet Séguin après toutes ses récentes déclarations ; les autres syndicats faisant profession de cavalier seul, le front commun reste à attendre...

Il y aura bien sûr de longues discussions à l'Assemblée nationale et au Sénat, mais pour gagner c'est tout ensemble qu'il faut lutter ! Expliquer dans les entreprises l'importance de la menace dans le climat de repli individuel n'est pas toujours facile, mais cela fait partie du travail militant de tout syndicaliste qu'il se réclame ou non de l'anarcho-syndicalisme.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

### « Le Matin »

## L'assiette au beurre ?

VENDREDI 5 juin, le quotidien *Le Matin* n'était pas dans les kiosques. La rédaction réunie la veille en assemblée générale avait décidé de se mettre en grève pour vingt-quatre heures. Le plan social du tribunal de commerce (prévoyant le licenciement de la quasi-moitié des cent quinze journalistes et de quarante-cinq employés) était à l'origine de ce mouvement.

Les administrateurs judiciaires ont aussi demandé au tribunal de commerce de mettre *Le Matin* en location-gérance libre, pour créer une société éditrice « les Editions du Matin ». Cette nouvelle structure comprendrait : le « holding » de Paul Quilès (40%), U.E.S.-Médias (groupe des « amis de Max Théret » et des mutuelles : 10%), les Italiens d'Interpart avec des filiales (46%), le groupe de presse espagnol Zeta (4%).

On le voit, Quilès et ses boys n'ont pas la majorité absolue. Donc qui décide de la ligne politique du journal ? Qui assume la baisse des ventes, qui tranche sur la présentation technique, etc. ? Robert Maxwell, magnat de la presse britannique (ancien député travailliste) a déclaré la semaine dernière que « *Le Matin* est un homme mort, on ne fait pas ressusciter un cadavre ».

Et le vieux projet du Parti socialiste de racheter *France-Soir* ? Et le sort des ouvriers du livre ? Autant de sujets que nous traiterons la semaine prochaine, affaire à suivre...

Sitting BULL

MARSEILLE

Qui a peur ? (suite)

**S**UITE et fin cette semaine de l'article du groupe libertaire de Marseille. Nous abordons les aspects économiques du cours Belsunce et leurs fonctions dans les échanges commerciaux entre l'Afrique du Nord (essentiellement l'Algérie) et Marseille. Il n'est plus nécessaire dorénavant de prouver que le quartier Belsunce est un modèle de cohabitation entre ethnies (cf. « Monde libertaire » précédent) ; il n'y a que les nazillons à crâne rasé pour affirmer le contraire.

Le comité de rédaction

La leçon des indices analysés précédemment prouve que le quartier Belsunce est plus préoccupé d'encombrement que d'insécurité ou d'intolérance. Cet encombrement est essentiellement commercial. C'est le phénomène commercial qui constitue la caractéristique dominante du quartier. Ceci pour une raison que, d'habitude, on n'aperçoit pas assez : le commerce réalisé à Belsunce est le fait de touristes maghrébins (surtout Algériens), qui viennent chercher ici les biens

sens que leur existence et leur développement dépendent d'une clientèle non seulement extérieure à Marseille mais aussi extérieure à la France.

Des commerces... trop florissants

On pourrait presque écrire que Belsunce est victime de son succès. En effet, les commerces maghrébins constituent d'ores et déjà l'élément le plus dynamique du centre ville. Leur activité étant



de consommation qu'ils ne trouvent pas là-bas. La plupart des commerces de Belsunce devraient se trouver à Alger.

La fonction commerciale de Belsunce

L'Algérie est économiquement plus développée que ses voisins, Tunisie ou Maroc. Le revenu par habitant y est deux fois supérieur. En conséquence, les Algériens disposent de revenus qu'ils ont du mal à dépenser parce que la production nationale de biens de consommation est insuffisante, que l'éventail des choix est restreint et parce que les importations sont contingentées. Il faut ajouter à cela que la clientèle de touristes maghrébins est naturellement complétée par les immigrés résidant à Belsunce qui transfèrent une part de plus en plus faible de leurs revenus en Algérie.

Ces clients trouvent à Belsunce, à des prix compétitifs, des produits rares ou inexistant en Algérie auprès de commerçants parlant leur langue. Qui plus est, les immigrés sur place servent d'agents de change à ces touristes dont l'allocation de devises à changer en francs est officiellement limitée par le gouvernement algérien.

Cette situation a des conséquences originales. C'est la fonction commerciale de Belsunce qui a bouleversé sa fonction résidentielle et non l'inverse. L'image que l'on a de Belsunce est décalée par rapport à la réalité tout entière dans le phénomène économique. C'est également la raison de la satisfaction des nouveaux résidents : Belsunce est le seul quartier du centre à avoir vu sa population croître entre les deux derniers recensements (1975 et 1982).

Il faut mesurer l'originalité du quartier à ce que Belsunce a une fonction internationale non intégrée dans les fonctions traditionnelles du commerce entre villes. Les commerces maghrébins de Belsunce sont en quelque sorte indépendants de Marseille, en ce

bas de gamme et leur marge réduite, ils ne peuvent être florissants que grâce à une clientèle très nombreuse dont une partie est d'ailleurs source de revenus pour d'autres commerces du centre. Leur dynamisme les pousse à vouloir s'étendre, à dépasser les limites du quartier.

Crime par excellence, certains ont déjà passé la Canebière et les rues adjacentes. Il faut savoir que la Canebière a une certaine importance symbolique parce que sa rive sud représente le premier pas en direction des quartiers riches qui commencent là et s'étendent vers le sud précisément. On ne s'étonnera pas dès lors des campagnes orchestrées par *Le Méridional* (par ailleurs pas très différent du quotidien de gauche *Le Provençal*, au point d'appartenir — au moins en partie — tous deux à feu Gaston Defferre, ce qui n'étonnera personne).

Pour en revenir à nos moutons, il faut ajouter que le gouvernement algérien n'est pas neutre dans la situation qui caractérise Belsunce. En effet, le fait de tolérer les importations de biens de consommation par les touristes-acheteurs algériens (qui obtiennent des devises auprès des émigrés de Marseille) dispense le gouvernement algérien d'importer ces biens et représente pour lui autant d'économisé en même temps qu'il satisfait par cette politique la demande intérieure à laquelle il ne peut répondre.

Tout ceci est d'autant plus intéressant que les choses ne prennent pas la voie du changement à court terme. Au contraire, le gouvernement algérien va renforcer sa politique « libérale ». Par ailleurs, les immigrés algériens rentrent peu au pays. Leur rôle de banquiers marseillais va se maintenir. Et voilà le problème posé. Belsunce est non seulement un quartier dont on ne se plaint pas, au contraire de l'image ressassée, mais qui plus est un quartier en plein essor commercial.

Belsunce est en train de devenir la vitrine commerciale de Marseille, voire la vitrine tout court. De quoi frémir ! Non seulement la société pluriethnique est déjà là, les intéressés ne s'en plaignent pas, mais elle tourne commercialement rond au point d'encombrer les trottoirs. On devine que ce « problème » devrait pouvoir se résoudre.

Alors que reste-t-il ? Que va faire la municipalité puisque son centre ville, ou du moins son image, est en train de se « défranciser » sans qu'on trouve de véritable raison de s'en plaindre à moins d'un parti-pris ? Eh bien la municipalité, elle « lutte ». Image contre image. Le récent Centre Bourse (F.N.A.C., commerces d'agrément), le futur Hôtel de région, le transfert de l'université d'Aix-Marseille II visent à la « refrancisation » et à l'embourgeoisement du secteur. On refait les façades.

Mais le commerce ? Pas si simple. Une politique autoritaire pourrait être dangereuse par les secousses qu'elle entraînerait ; un déplacement en douceur tout aussi coûteux, aux résultats hasardeux. Il est clair que la sagesse va au développement (qui paraît inéluctable) dans le droit fil de la cohabitation des ethnies, en s'arrangeant finalement avec les uns et les autres pour que tout ce petit monde ait la place de marcher sur les trottoirs, victimes d'un joyeux débordement marchand. En faisant aussi un effort d'infrastructure (logements, équipement socio-éducatif) pour étoffer le quartier du point de vue de la qualité de la vie.

Seulement voilà : encore faut-il reconnaître la réalité nullement hideuse de Belsunce et son incontestable dynamisme. Encore faut-il abreuver l'opinion avec autre chose que les slogans du genre « venue à la face de Massalia » qui n'existent que dans le crâne de rédacteurs malades (*Le Méridional* du 20 juillet 1985). Pas si simple de reconnaître que les « autres » réussissent et qu'on peut vivre avec.

Il y a à Belsunce, quotidiennement et sans grandes phrases, une désuétude des frontières qui n'aurait besoin que d'un petit coup de pouce pour continuer son bonhomme de chemin. L'occasion est énorme. La question est : comment va-t-on s'y prendre pour la manquer ?

Gr. de Marseille



NICE

La guitare... au « violon »

**N**ICE, dimanche 10 mai, dans un restaurant de la vieille ville. Un musicien joue de la guitare classique à la terrasse, avec l'assentiment du patron qui le connaît bien. Une scène habituelle, calme, sympa. Pas de l'avis du flic qui fait brutalement irruption. Avisant Miguel, le guitariste, il l'embarque immédiatement au poste de police du cours Saleya. « Comme si j'étais un clochard », témoigne Miguel. Ce dernier proteste pendant la rédaction du procès verbal, ose même demander aux flics leurs matricules — chose tout à fait légale —, ce que les pandores refusent pourtant... Entre-temps, ils ont confisqué la guitare du musicien.

Lorsque les formalités sont enfin terminées, Miguel furieux quitte le commissariat, la guitare — dans sa housse — sous le bras. En rentrant chez lui, il s'aperçoit avec horreur que son instrument, une guitare de concert valant plus de 10 000 F, a été totalement éventrée. Or la guitare, c'est son métier et son outil de travail. Miguel a enregistré un 33-tours, donné plusieurs concerts en France, en Allemagne, en Italie, il a des contrats en cours qu'il lui faut honorer. Il figure dans plusieurs guides internationaux de tourisme et l'un de ceux-ci, allemand, le mentionne comme étant « un jeune guitariste génial, vivant dans des conditions modestes au sixième étage de la vieille ville de Nice, qui écrit des compositions extraordinaires dans la lignée de Paganini... Vous aurez peut-être la chance de l'écouter, car il joue parfois sur les terrasses des cafés. »

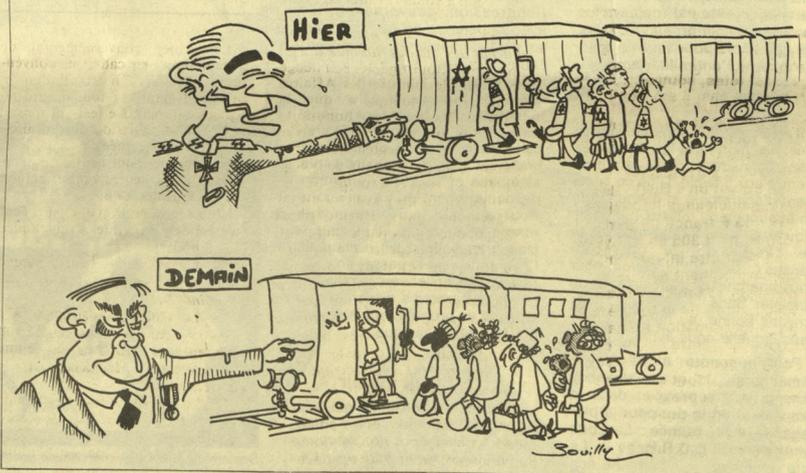
Miguel a envoyé à Jacques Médecin, maire de Nice, une lettre ouverte racontant sa mésaventure et reprenant des citations de divers guides touristiques le concernant. En ajoutant : « Si je devais arrêter cette animation, si je n'obtenais pas la réparation de ma guitare, je demanderais aux auteurs de ces articles de ne pas les supprimer mais de les compléter en disant que ma guitare a été brisée et qu'on m'a interdit de jouer. Que le jeune et génial guitariste ne se produira plus dans les cafés de la ville à cause de l'intolérance qui y règne. Car je ne vois pas pourquoi mon nom ferait de la publicité à une ville qui me chasse comme un malpropre. »

Un fait divers ? Une anecdote sans importance. On reste pourtant pantois devant la stupidité, la mesquinerie et la brutalité des flics de Médecin. Vieille hargne de tous les porteurs de képi envers les porteurs de guitare ? Intention délibérée de détruire l'outil de travail de Miguel ou lourde imbécillité de flics ignorant la valeur d'une guitare pour un musicien professionnel ? Un soupçon de racisme envers un musicien d'origine gitane ? Sans doute un amalgame de ces nobles sentiments.

Ce sont ces nobles sentiments que Médecin devra reconnaître — et désavouer — chez ses flics, en annulant l'amende de Miguel et en acceptant le remboursement de sa guitare. Une attitude qui serait surprenante, de la part de ce distingué chiraco-lépéniste. Si Miguel et sa guitare ne réapparaissent plus dans les rues du vieux Nice, les habitants de la ville sauront à qui s'en tenir.

Pascale CHOISY

LE DESSIN DE LA SEMAINE



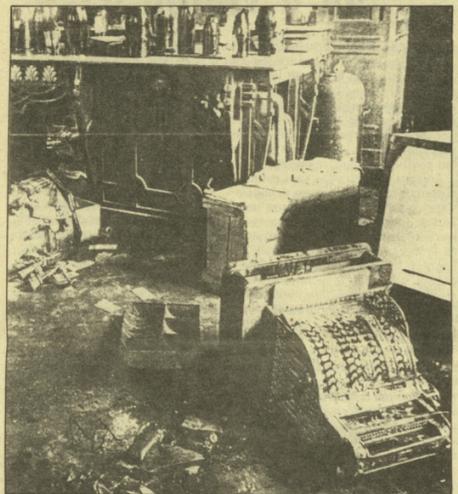
# droite... extrême droite... droite... extrême droite... droite... extrême droi

**N**OUS reproduisons ci-dessous deux textes de Fabbri consacrés au fascisme. Le premier, écrit dans le vif de l'actualité entre 1920 et 1921, avant la montée au pouvoir de Mussolini, est extrait d'un travail plus ample malheureusement non encore traduit en français : *La contre-révolution préventive*. Le deuxième, en revanche, appartient à la période d'exil de l'anarchiste italien obligé de quitter son pays en 1926 avec le vote des lois « fascistes ».

Réfugié en France, il poursuivra sa lutte avec la parution du journal *La Lotta Umana*, au nom de la défense — comme le titre l'indique — de ces valeurs humaines bafouées par le fascisme, menaçant la civilisation tout court, et dont les anarchistes restaient les dépositaires. « L'idée anarchiste (exaltation du principe de liberté), rappellera-t-il dans les colonnes de son journal avant d'être expulsé par le gouvernement français, se pose en face du fascisme (exaltation du principe d'autorité) comme l'antithèse la plus inconciliable et fait des anarchistes ses ennemis les plus hostiles et intransigeants. Pour les anarchistes donc, la lutte contre le fascisme n'est pas un fait contingent et elle ne peut s'arrêter qu'avec la disparition de ce dernier ».

Au moment où il est de bon ton, dans les grands organes de presse et dans les médias, d'opposer les valeurs libérales et démocratiques au fascisme, il nous a paru utile de rappeler ici quelques vérités sur la « nature » de classe de celui-ci et sur la responsabilité directe des « libéraux » de l'époque dans sa victoire.

G.M.



Café de la maison des syndicats après une visite fasciste (1920).

## La contre-révolution préventive

**L**e fascisme est le produit le plus naturel et légitime de la guerre ; je dirai même qu'il est la poursuite dans chaque pays de la guerre mondiale commencée en juillet 1914 et non encore terminée, malgré les traités de paix.

La guerre de 1914-1918 s'est déroulée non seulement aux frontières, mais aussi à l'intérieur de chaque nation. Partout la prétendue « union sacrée » contre l'ennemi extérieur fut un mensonge conventionnel que chacun acceptait pour la forme.

### La guerre civile

Tandis qu'avant 1918 la guerre aux frontières prédominait sur celle civile, aujourd'hui c'est le contraire (...). Le fascisme, la guérilla entre le fascisme et le socialisme, ou plus exactement entre bourgeois et prolétariat, n'est pas autre chose que le débouché naturel de l'hostilité aiguë par la guerre (...).

Le fascisme répond à la nécessité de la défense des classes dirigeantes de la société moderne. Et, en tant que tel, il ne faut pas trop l'identifier avec les formations officielles contrôlées et enrôlées par les « faiseurs de combat ». Celles-ci ont donné le nom à la chose, elles en ont ouvert la voie, elles en ont fourni les cadres organisationnels, bref (...) elles ont fait beaucoup, mais elles n'ont pas tout fait.

Avec la guerre, il a pu se réaliser une plus grande unité du prolétariat contre la classe dirigeante, ce qui a creusé d'une manière importante l'opposition entre leurs classes. Chacune voit dans l'autre un ennemi déclaré et en particulier la classe au pouvoir, sentant son pouvoir menacé, perd sa retenue. Ce qui l'excite le plus est peut-être justement de constater qu'elle ne peut plus être en mesure de se défendre,

sinon en faisant appel à la violence et à la guerre civile que théoriquement elle a toujours condamné par ses lois ; c'est-à-dire en sapant elle-même les bases fondamentales et les principes sur lesquels pendant plus d'un siècle la bourgeoisie a bâti ses institutions.

La menace prolétarienne a fondu dans un seul bloc la classe dirigeante dont le fascisme constitue aujourd'hui une sorte de milice et un centre de recrutement. Et la classe dirigeante n'est pas seulement la bourgeoisie au sens strict du mot, (...) Par elle, il faut comprendre aussi toutes les castes parasitaires qui vivent au crochet de l'Etat (...). La bourgeoisie terrienne, réactionnaire par nature et par tradition (...). Et autour de cette classe dirigeante à proprement parler, il y a d'autres catégories pour qui l'Etat actuel des choses ne promet rien de bon, mais qui s'illusionnent de pouvoir par la suite mieux vivre que les ouvriers grâce à l'Etat, c'est-à-dire « fortresses » ouvrières qu'étaient devenues les usines (...).

Or l'abandon de cette occupation suite aux accords entre la C.G.L. et Giolitti fut comme le début d'une retraite pour une armée qui avait avancé jusque-là. Immédiatement, un sentiment de découragement parcouru les rangs ouvriers et l'Etat fit sentir sa force. Les perquisitions, puis les arrestations commencèrent. Et la première vague de répression s'abattit sur le parti révolutionnaire le moins nombreux : celui des anarchistes. (...) La réaction conservatrice avait désormais la voie libre (...).

### Le fascisme au service de la bourgeoisie

Mais c'est surtout comme organisation et moyen de défense armée et violent de la classe dirigeante contre le prolétariat, devenu à ses yeux trop exigeant, que le fascisme est une poursuite de la guerre. (...) Jusqu'à l'année dernière, après la Russie, le pays le plus révolutionnaire d'Europe paraissait être l'Italie. Et tandis que partout ailleurs la réaction étatique et capitaliste pré-

naît le dessus, l'Italie semblait faire exception.

L'Italie, en effet, était dans les meilleures conditions pour une révolution à la fin de la guerre (...). A partir de 1919, ce fut un véritable enivrement. On se retrouvait à 100 000 dans la rue, la presse socialiste s'arrachait (...). Mais la révolution ne venait pas, ne se faisait pas (...). Les occasions pourtant n'avaient pas manqué (...).

L'occupation des usines en août-septembre 1920, si elle s'était étendue à d'autres catégories de métiers et si elle avait été appuyée par les partis et les organisations du prolétariat, aurait pu générer une des révolutions les plus radicales et les moins sanglantes que l'on peut imaginer. En cette circonstance, la classe ouvrière était pleine d'enthousiasme et armée convenablement. Le gouvernement lui-même avoua par la suite qu'il ne possédait pas de forces suffisantes pour venir à bout de toutes les « fortresses » ouvrières qu'étaient devenues les usines (...).

Or l'abandon de cette occupation suite aux accords entre la C.G.L. et Giolitti fut comme le début d'une retraite pour une armée qui avait avancé jusque-là. Immédiatement, un sentiment de découragement parcouru les rangs ouvriers et l'Etat fit sentir sa force. Les perquisitions, puis les arrestations commencèrent. Et la première vague de répression s'abattit sur le parti révolutionnaire le moins nombreux : celui des anarchistes. (...) La réaction conservatrice avait désormais la voie libre (...).

Luigi FABBRI

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.D.R.).

## La lutte humaine

**L**e moment choisi pour lancer, avec des forces et des moyens modestes, cette libre tribune des idées se prête peu à l'optimisme. Malheureusement, l'énorme crise sociale ouverte par la guerre de 1914 (crise qui atteint aujourd'hui sa phase aiguë et lourde de menaces) semble repousser en arrière toutes les idées de justice et de liberté pour lesquelles depuis plus d'un demi-siècle les anarchistes sont descendus dans l'arène de la lutte sociale.

### Continuer la lutte

Il est vrai que l'espoir de vaincre n'est pas mort dans les cœurs des révolutionnaires, mais en trop d'entre eux il faiblit. D'où ce sentiment d'égarement et d'incertitude en beaucoup de milieux (...), mais d'où aussi la nécessité impérieuse de réagir contre ces tendances (...), d'où le devoir pour nous anarchistes de résister et de persister dans la voie que nous croyons bonne, au nom de l'idée dans laquelle nous avons foi.

Pour répondre à ce devoir immanent (...), nous allions dans la nuit sombre et dans la tempête ce flambeau pour la propagande et la bataille : *La Lotta Umana* (« la lutte humaine »). La lutte anarchiste est humaine soit

dans son but final, visant une humanité fraternelle sans serf ni maître, soit dans son but immédiat cherchant à réaliser autour de nous une humanité supérieure.

En ce moment d'ailleurs, l'atroce actualité des délits du capitalisme et de l'Etat, jamais comme auparavant, fait coïncider la lutte des anarchistes contre l'esclavage du salariat et contre l'oppression gouvernementale avec la défense de ces principes les plus élémentaires et indispensables de la sociabilité humaine (...).

Etat et capitalisme jettent leur masque porté depuis cent ans, pliant même ces quelques principes de libéralisme et de démocratie (d'ailleurs si insuffisants, aléatoires et illusoire) à l'ombre desquels ils ont pu devenir forts. Pour accroître leur puissance et rendre plus servile et passive la classe exploitée, ils repoussent l'humanité vers le passé, en l'obligeant à se replier vers la plus brutale des barbaries dissimulée en vain par un progrès exclusivement matériel et mécanique.

### Le seul espoir

La classe travailleuse qui, toujours plus, dans le monde entier, prend conscience de sa force numérique et productive est deve-

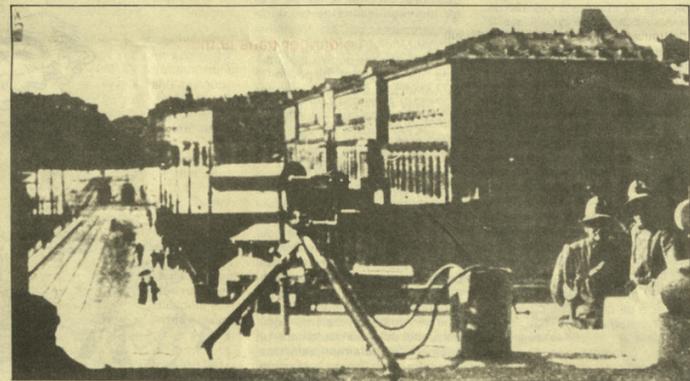
lutions et les fruits héroïques des efforts de cent peuples peuvent tomber, mais encore ces progrès antérieurs eux-mêmes qui ont marqué le réveil de la dignité de l'individu et de la pensée de l'homme avec la Renaissance et la Réforme jusqu'aux droits de la piété humaine reconnus par le christianisme peuvent être arrachés.

Si en revanche le prolétariat international gagne sa sainte bataille, en réalisant dans les faits les principes de liberté et d'égalité

(...), cela rendra possible enfin l'établissement des plus solides rapports de fraternité entre les hommes et émancipera avec lui toute l'humanité enfin réalisée comme un seul peuple de travailleurs libres et égaux.

Luigi FABBRI (« La Lotta Umana » n°1 1<sup>er</sup> octobre 1927, Paris)

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.D.R.).



Septembre 1920. Une mitrailleuse postée face aux grévistes de Turin.

## Le danger de l'extrême droite

**R**ATONNADES à Marseille et à Lyon, portraits de Pétain à la fête de Jeanne d'Arc, tentatives de banalisation des crimes nazis, discours discriminatoires de Le Pen... autant de petits épisodes qui sont venus ces dernières semaines raviver les souvenirs d'un passé que l'on voulait oublié à jamais. Si, sous la V<sup>e</sup> République, l'existence d'une solide majorité gaulliste et le jeu des alliances électorales avaient empêché qu'un courant d'extrême droite ne s'exprime en tant que tel, aujourd'hui force est de constater l'enracinement de la formation de Le Pen dans l'électorat.

Certes l'existence d'un tel courant n'est pas chose nouvelle en France, loin de là, mais elle n'est pas moins inquiétante quand on sait le type de discours ouvertement réactionnaires véhiculés par l'ex-para. L'accès de la droite au pouvoir non seulement n'a pas résorbé l'« abcès », mais Le Pen a su tirer profit jusqu'ici des recules et des hésitations de Chirac, trouvant au contraire dans celles-ci une légitimité supplémentaire. Les apprentis sorciers de la gauche peuvent certes regretter maintenant le résultat de leur politique de recules face à la droite ; le moment pourtant n'est pas aux récriminations et nous pensons qu'une interrogation



en profondeur s'impose désormais sur la signification véritable et la portée de cette dérive « droitière » d'une bonne partie de l'opinion publique.

### Une résurgence du fascisme ?

Dans ces conditions, la tentation peut être forte d'établir un parallèle avec la période de la montée du fascisme dans les années 20 et 30, d'autant plus que ce ne sont pas les éléments de comparaison qui manquent.

Une crise économique générale que les pouvoirs publics sont incapables de maîtriser, des millions de chômeurs sans espoir de trouver du travail, un régime parlementaire et des partis traditionnels usés, sans idées et sans programme véritable... Bref une situation bloquée, tant du point de vue économique que social, pouvant se prêter admirablement à toute utilisation démagogique. Le Pen l'a bien compris d'ailleurs, en spéculant tout d'abord sur les réflexes xénophobes du Français moyen réactifs par la crise, jusqu'aux récentes frayeurs « sidaïques » afin de trouver un crédit qui lui faisait défaut. Dans une récente interview au *Monde*, il n'a pas hésité à poser en futur homme providentiel prêt, comme d'« autres » avant lui, à accourir à l'appel de la patrie en danger...

Toute comparaison avec cette période doit cependant s'arrêter là. En premier lieu, la victoire des fascismes tant italien qu'allemand d'une part et la montée d'une droite « radicale » antiparlémentaire un peu partout en Europe et dans le monde se sont produites dans un contexte de crise bien plus virulente que celle actuelle. En deuxième lieu, il faut garder à l'esprit que les victoires des différentes formes de fascisme ont pu se produire grâce à une véritable abdication des valeurs traditionnelles du libéralisme et de la démocratie de la part de la bourgeoisie, prêtant vendre son âme plutôt qu'on touche à son portefeuille menacé par la révolution prolétarienne. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement.

Chaque fois que ses privilèges étaient remis en cause, la bourgeoisie n'a pas hésité à faire bloc contre le prolétariat pour briser

sa résistance et lui reprendre tous les avantages qu'elle avait pu accorder auparavant. En troisième et dernier lieu, nous pensons que les régimes capitalistes actuels ont, à proprement parler, « phagocyté » ce que le fascisme pouvait avoir comme charge de rupture vis-à-vis des démocraties parlementaires des années 30.

Les différentes bourgeoisies nationales ont su notamment bien tirer les conséquences de la crise de 1929, ne fusse que du point de vue économique par une gestion plus efficace des difficultés pouvant surgir. Mais surtout les Etats modernes ont réussi à assimiler ce que l'on peut considérer comme étant les éléments « novateurs » du fascisme, telle sa composante planificatrice et technocratique par exemple qui est devenue aujourd'hui un des éléments centraux de gestion dans nos sociétés.

Bien mieux que tous les projets corporatistes élaborés par les fascistes en vue de concilier Capital et Travail, l'Etat moderne de l'ère « post-industrielle » a réussi à assujettir le syndicalisme en en faisant un « partenaire social privilégié » pour le patronat. Quant à la propagande de masse, l'utilisation des foules, l'appel direct aux sentiments irrationnels ou émotifs, nos sociétés du spectacle sont passées maîtres depuis dans l'art de la manipulation médiatique.

Voilà autant de facteurs qui permettent de relativiser les choses. Ainsi une possible dérive fasciste ou « totalitaire », comme on la présente souvent, nous paraît dans la situation actuelle bien improbable et peu réaliste. Certes, ce serait une grave erreur de sous-estimer le danger que peut constituer le développement de l'extrême droite « activiste ». Il faut cependant voir que, si l'on s'en tient au cas de la France des années 30, malgré l'ampleur de ce que l'on a appelé la « prégnance » fasciste, jamais les différentes Ligues n'ont représenté un danger véritable pour le régime républicain et il faudra attendre la débâcle de juin 1940, l'occupation du territoire par une armée étrangère, pour que les extrémistes et collaborateurs aient les mains libres pour leur « révolution nationale ».

D'ailleurs, si la carte de la déstabilisation directe du « système » par des actions terroristes dans le cadre de ce que l'on a appelé la stratégie de la tension a pu être adoptée par les franges les plus dures du fascisme italien dans les années 70, ses résultats les plus concluants ont été pour l'Etat italien lui-même qui a exploité au maximum ceux-ci pour jouer la répression des « extrémistes opprésés ».

Dans ces conditions, on peut se demander si crier au danger fasciste ou traiter Le Pen de fasciste n'est pas en quelque sorte se tromper d'époque et d'adversaire. Car, s'il ne faut pas être dupe du côté « respectable » de la propagande du Front national, soucieux de jouer le jeu des institutions parlementaires, ce n'est pas actuellement dans la résurgence en tant que telle des vieux démons de l'activisme d'extrême droite que nous paraît résider le danger principal.

### Le danger dans la maison

Il ne faut pas à cet égard prendre trop au pied de la lettre les différentes déclarations de bonne conduite démocratique que les forces politiques traditionnelles, de droite comme de gauche, s'attribuent. Au fait, en regardant de près ce qui a toujours fait la force du fascisme, on constate que cela a été moins sa capacité à mobiliser les masses derrière lui que l'incapacité des forces « démocratiques » de lui faire barrage, quand elles ne se sont pas faites son complice direct.

Il est bon de rappeler, contrairement à un discours qui vise à se banaliser, comment en Italie et en Allemagne le fascisme a pu accéder au pouvoir et s'y maintenir avec la complicité et même l'apport direct de fractions importantes de la droite classique « parlementaire » et des partis libéraux. « Populaires catholiques et libéraux-démocrates », rappelait Fabbri en 1927 de son exil parisien à propos de l'antifascisme démocratique italien de dernière heure, ont

le grand tort de parler du fascisme comme si celui-ci avait commencé en juin 1924 avec l'assassinat de Matteotti ; et par conséquent tout leur programme se limite au rétablissement des libertés démocratiques et parlementaires, oubliant que le fascisme non seulement est le fruit de l'hégémonie de classe du capitalisme, mais aussi justement le résultat logique de 50 ans de dégénérescence démocratique et parlementaire. Par ailleurs, ils oublient trop facilement d'avoir été eux-mêmes les alliés et les complices du fascisme pendant 4 ans et que sans eux le fascisme n'aurait pas gagné et que donc le parlementarisme démocratique et populaire omniprésent jusqu'en 1922 et encore fort jusqu'en 1924 a fourni au fascisme toutes les armes et les voix pour vaincre » (*La Lotta Umana* n° 6, 22 décembre 1927).

Mais le cas italien n'est pas « unique ». N'oublions pas non plus que c'est la chambre du Front populaire, celle des élections de juin 1936, qui vota les pleins pouvoirs à Pétain. Ne nous étonnons pas outre mesure cependant, car ce genre de collisions ne sont pas fortuites et chaque fois qu'il a été nécessaire (c'est-à-dire chaque fois qu'il fallait sauver l'Etat ou le Capital) droite classique libérale ou conservatrice et droite radicale « fascisante » ont su s'allier sur le dos des travailleurs. Et hier comme aujourd'hui, ce qui nous paraît particulièrement dangereux dans l'évolution de la situation est bien l'incapacité, voire l'impossibilité, dont font preuve ces mêmes forces démocratiques et libérales de contrer efficacement et véritablement quelqu'un comme Le Pen.

En dépit des déclarations de principe « à la Michel Noir », une formation comme le R.P.R. n'hésiterait pas à faire de nécessité vertu, le moment venu, avec le Front national... Les accointances, les clans d'où ne sont pas nouveaux et les amours de Pasqua

et de Le Pen ne sont pas simplement de circonstance. Mais comment vouloir encore prétendre s'opposer à l'« extrémisme » des idées lepénistes quand bon nombre des hommes de l'actuelle majorité sont eux-mêmes issus d'une droite encore « plus radicale » ? Comment empêcher la banalisation et la surenchère des thèmes du Front national, quand le R.P.R. a de plus en plus de mal à différencier son programme de celui de Le Pen ?

A gauche, le Parti socialiste quant à lui a mis et mise encore, sans le dire trop ouvertement, sur la persistance du vote « Le Pen » pour casser la majorité chiraquienne sans se soucier des conséquences de la radicalisation de l'extrême droite.

Dans les deux cas, partis de droite comme partis de gauche, aucun ne se soucie véritablement de faire barrage au Front national autrement que par rapport à ses intérêts politiques à court terme. En fait, le parlementarisme est toujours égal à lui-même et nous assistons sans doute (à plus petite échelle, bien sûr) à la répétition de ces petits calculs à courte vue qui partout ont laissé la porte grande ouverte au fascisme.

Le danger aujourd'hui n'est donc pas à chercher du côté de quelques nazillons déplumés, mais il est « dans la demeure ». Dans la complaisance de plus en plus affichée par certains secteurs de l'actuelle majorité pour les idées, sinon les hommes, de Le Pen et surtout dans la légitimation et la banalisation des thèmes lepénistes ségrégationnistes, sécuritaires et anti-immigrés, qui progresse à la vitesse grand V, et à laquelle se prêtent complaisamment la plupart des formations politiques. Tirons-en les conséquences qui s'imposent !

M.G. (Gr. Varlin)



## S.O.S.-TAHITI

## Situation politique et sociale en Polynésie française

CINQ jours après le deuxième essai atomique sur le site de Mururoa (programme de 1987), le comité S.O.S.-Tahiti organisait une réunion-débat le 26 mai à l'A.G.E.C.A. L'ordre du jour en était : « Pourquoi des essais nucléaires en Polynésie ? ».

## S.O.S.-Tahiti

Inexistant voici encore un an, S.O.S.-Tahiti s'est constitué autour du travail militant du peintre Jad qui, en sept ans, a fait le tour du globe pour parler de Mururoa par le biais de ses peintures. Pour notre part, depuis la manifestation du 25 octobre dernier, nous cherchons à notre façon en France à répondre à la question qu'il nous posait.

Nous avons tenu à garder le nom S.O.S.-Tahiti pour rappeler l'origine du comité et le travail de Jad. Depuis, S.O.S.-Tahiti n'a cessé d'être présent avec ses propres moyens dans l'actualité anti-nucléaire, et nous sommes bien reçus dans le mouvement de contestation du nucléaire, civil et militaire, qui renaît des cendres de Tchernobyl. La presse officielle ne cache pourtant que trop bien ce sein cancéreux que l'on aimerait bien voir.

Pour ouvrir le débat, nous avons présenté un diaporama, « Tahiti derrière le rideau de fleurs ». Nous avions invité : André Michel, sociologue, qui est intervenue à propos de la déclaration des droits de l'homme ; Roger Belbéoch, physicien du G.S.I.E.N. (Groupe des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) ; Abraham Béhar, médecin, membre de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire.

Nous avons tenté de mettre en évidence les dangers que nous encourons chaque jour. En effet, la guerre nucléaire dure depuis

1945. Nos informations doivent percer le mutisme des soi-disant responsables de l'Etat. En France, par exemple, à la suite des incidents de Creys-Malville, Pierrelatte et Tricastin, on a vu le ministre de l'Environnement à la barre du ministère de l'Industrie et de la Santé.

Rien ne doit filtrer des informations compromettant l'avenir de nos industries. La crédibilité du monde médical passe par des gardiens tels que le cancérologue d'Etat Maurice Toubiana, qui préfère demander des subventions pour ses recherches sur le cancer que de débattre de leurs origines. De plus, Toubiana discrédite les études faites depuis Hiroshima sur les facteurs post-atomiques qui créent ces cancers, ces leucémies, ces malformations.

## Le blocage de l'information

Le comité de coordination et d'action axe son travail sur l'information. Le milieu nucléaire, civil et militaire, est fermé. Le public et l'information sont les otages des gouvernants, de droite comme de gauche.

Nous devons donc exiger toutes les informations, y compris sur ce qui se passe à 20 000 km d'ici, sur le territoire de Polynésie. Car comme aime le répéter Chirac en U.R.S.S. ou Mitterrand en R.F.A. : « Nous faisons nos essais sur le territoire français et nous continuerons ». Nous devons nous organiser pour nous y opposer.

La catastrophe de Tchernobyl nous aide, peut-on dire, à mettre en évidence les dangers des retombées radioactives car l'opinion est plus sensible et attentive aujourd'hui.

Dès lors, il est important de rappeler que le danger actuel, ponctuel, quotidien, réside aussi dans les probables accidents en

période de paix. Rien ne peut nous assurer d'une sécurité parfaite. A propos de Tchernobyl, par exemple, une plaquette de l'E.D.F. reproduit une citation soviétique : « l'accident est dû à six erreurs humaines (...) mais si une des six erreurs n'avait pas été commise, la catastrophe aurait été évitée ».

## Des dangers réels

Un tel humour dépasse l'entendement. Pourquoi ces erreurs ne se produiraient-elles pas à Mururoa ? Dans les sous-marins nucléaires, en 1986, un sous-marin nucléaire soviétique a coulé près des côtes américaines, avec 6 têtes nucléaires (500 gr de plutonium). Dans les silos ? L'erreur est humaine et nous devons l'empêcher. Le spectacle que donne actuellement le monde n'est pas fait pour rassurer les amis de la paix.

Nous voulons répondre à trois questions :

— 1. Devons-nous, au nom de la défense de la France, continuer à laisser sacrifier le peuple polynésien ?

— 2. Conséquence de notre force de dissuasion, devons-nous au nom de nos intérêts personnels continuer à soumettre des peuples parce qu'ils sont « nés » après Yalta ?

— 3. Devons-nous, enfin, cautionner une société criminelle qui nous fait respirer un avant-goût apocalyptique ?

Nous, militants de S.O.S.-Tahiti, prétendons que le seul paradis qui existe à Tahiti c'est le paradis nucléaire, et la France porte la responsabilité de la pollution, de la contamination et surtout de leurs conséquences.

Voici 27 ans que la France expérimente ses armes (d'autres pays en font autant, rassurez-vous). Mais c'est un triste maillon d'une chaîne destructrice, et cela

en période de paix. Nous connaissons les résultats dramatiques des essais britanniques en Australie et dans le Nevada (en accord avec les Etats-Unis), des essais américains à Bikini et aux îles Marshall, des essais français dans l'atmosphère jusqu'en 1974 et depuis souterrains.

Depuis 20 ans les pêcheurs polynésiens invitent les autorités françaises du C.E.A. et les gouvernants à venir savourer les produits de la pêche après les essais. Ils ont toujours refusé, mais persistent à dire qu'il n'y a aucun danger. Pourtant, ils évoquent un seuil de tolérance (n'est-ce pas avouer les dangers ?) du strontium dans le poisson, le lait, la viande, etc., comme s'il y avait une dose de cyanure admissible qu'on puisse mettre dans le biberon des bébés et qu'on pourrait définir comme une cote d'alerte à ne pas dépasser.

Rappelons enfin que toute augmentation de la radioactivité augmente le stock de gènes défavorables, c'est-à-dire le stock de tares héréditaires de l'humanité. A croire qu'en 1945 tous ceux qui gouvernent ce monde actuellement étaient réunis quelque part entre Nagasaki et Hiroshima. Certains soutiennent que la fin justifie les moyens et assurent que s'il faut payer de cancers, de leucémies et de tares la puissance militaire, c'est là un prix qu'une grande nation doit savoir consentir. Sachez apprécier cet argument avec modération.

Le second point que nous avons abordé dans le débat concerne la situation économique et sociale de Tahiti et de la Polynésie française. On nous dit que si le C.E.A. partait, l'économie s'effondrerait. C'est vrai ! Mais pourquoi, sinon parce que la France a pris ces îles en otage. Quand les discours n'ont plus suffi pour faire passer la pilule (ou la bombe), on a installé

la télé, le frigidaire, la voiture... et si aujourd'hui les Polynésiens tiennent à leur confort (!), il faut garder le C.E.A. par peur de manquer.

## La situation sociale en Polynésie

La soumission à l'autorité engendre une situation sociale déplorable : les nantis blancs dans les quartiers privilégiés et les indigènes dans les bidonvilles, un alcoolisme grandissant et une recrudescence de la délinquance. B. Pons, ministre des D.O.M.-T.O.M., promet un chef de police venu de la métropole pour régler ce désordre créé.

La construction de l'Université de Polynésie concernera les nantis (dixit B. Pons), alors pour les autres les responsables territoriaux ont inventé le S.M.A. (Service militaire aménagé) afin d'intégrer tous ceux qui n'ont pu avoir une scolarité adéquate. L'armée est toujours à la pointe de l'éducation ! Nous devons connaître la situation en Polynésie. Nous devons nous interroger sur ces facteurs d'injustice, d'exaction de l'idole patrie, sur les chauvinismes et les nationalismes qui font flamber les racismes et les fanatismes.

S.O.S.-Tahiti est une association qui parle du problème dans sa globalité. Nous demandons l'arrêt des essais de Mururoa. Les arguments ne manquent pas pour cela : despotisme nationaliste, dépenses extravagantes, aliénation des peuples (qui sont les instruments des démagogues politiques), dangers pour tous ceux qui ne demandent rien à de telles sociétés.

JEAN-FRANÇOIS  
(Gr. Paris-XI\*)

N'oubliez pas nos deux prochains rendez-vous : le 14 juin, à Paris (journées de la paix) et le 20 juin, 14 h 30, à Montparnasse, pour la manifestation « Pour un avenir sans nucléaire ».

Adresses : S.O.S.-Tahiti, 19, cité Dupond, 75011 Paris ; Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire, c/o Musée social, 5, rue Las-Cases, 75007 Paris ; Stop-Nogent, c/o Nature et Progrès, 14, rue des Goncourts, 75011 Paris (Tél : [16.1] 46.83.46.83, poste 4526).

## BERLIN

## Tout feu, tout flamme

LES émeutes de Kreuzberg, lors du Premier Mai, furent les plus violentes de ces cinq dernières années, à Berlin. Toute la haine accumulée les années précédentes explosa en une grande éruption. La haine envers la corruption, la politique à destination des pauvres et des déclassés, le nettoyage des squats, le chômage, l'augmentation des prix du service public (bus, métro), des cotisations pour l'assurance maladie, les nouvelles lois réactionnaires dans les universités et les écoles, le rejet des personnes qui sollicitent des aides de l'Etat, la répression à l'encontre des immigrés et de leurs enfants. Puis enfin cette haine de la police et du rôle qu'elle entend jouer, auxiliaire d'un contrôle social toujours plus lourd (recensement, nouvelles cartes d'identité, caméras vidéo dans les rues et lieux publics...).

Et puis encore cette rancœur devant les catastrophes chimiques, nucléaires et le comportement infect des autorités fédérales vis-à-vis de l'Afrique du Sud, du Chili... Et finalement, ce dégoût devant l'énorme gaspillage de fric, les dépenses indécentes dues au 750<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Berlin et aux festivités qui l'accompagnent. Tout cela dans un pays où les riches n'ont jamais été aussi riches, où les pauvres s'enfoncent encore davantage dans le marais de leur misère et de leur déclassement.

## Premier Mai à Berlin

Le Premier Mai, il y avait beaucoup de raisons de se rebeller. Mais d'autres motifs s'y ajoutèrent, comme si la coupe n'était pas pleine... Tout le matin du Premier Mai, la police força les portes du bureau antirecensement situé dans le Centre alternatif de Mehringhof. Agir ainsi, ce jour, c'était une provocation délibérée ! Le festival des 750 ans s'ouvrait en même temps. Il y a un mouvement à Berlin, qui regroupe les gens qui se battent contre la hausse des loyers. Il organisa un festival de rue, sur la place Lausitzer, à Kreuzberg. Il était environ 16 heures quand des personnes de sensibilité auto-

nome renversèrent un car de flics vide. Rien de plus qu'une initiative spontanée. La police s'amena et rétablit le bus sur ses roues.

Quelques heures plus tard, vers 18 heures, d'autres personnes commencèrent à construire une barricade avec une voiture et descendirent quelques vitres dans la rue Skalitzer. Pendant ce temps, le festival — pacifique — battait son plein, coloré de stands d'information et de tables de bouffe, bruyant de groupes écoutés par de nombreux Turcs, jeunes et moins jeunes Berlinoises. Les forces de police ne cherchèrent pas à évacuer la barricade mais se concentrèrent, au fur et à mesure, autour de la rue. Après avoir éclairci les environs et attendu que le festival finisse, elles chargèrent vers 20 heures. Balan-



çant les lacrymos dans la foule, les flics cognèrent comme des sours.

## Longue nuit à Kreuzberg

Commença alors l'une des plus longues nuits de Kreuzberg. Des barricades se montèrent régulièrement en tous lieux. On pouvait voir leurs feux éclairer la nuit. Suivies d'un véritable rush où les voitures furent incendiées, les supermarchés pillés ; et, faut-il le rappeler, la gauche radicale était loin d'être la seule à occuper la rue. La police et les pompiers perdirent alors tout contrôle de la situation. Des gens « comme-il-faut » voisinaient avec des punks, des Turcs et même des gamins dans les pillages de magasins. Le vandalisme fit son apparition : des feux rouges, des stations d'autobus et une station de métro furent détruits.

La foule ne se limita pas aux boutiques. Cette agitation folle, alcoolisée, dura jusqu'aux toutes premières heures du matin. Quand les forces de l'ordre commencèrent à reprendre le contrôle de la situation, Kreuzberg ressemblait à un endroit « nettoyé » par un bombardement aérien. Un supermarché brûla entièrement, de même qu'un car de pompiers (!). Les jours suivants, les travaux de replâtrage ne cessèrent pas. Quelque 50 personnes furent incarcérées et quant au nombre de blessés il est encore inconnu (et il le restera, selon toute vraisemblance). Un millier de flics descendit dans la rue le lendemain, mais il y eut peu de confrontations.

Il n'est pas évident que ces émeutes conduisent à l'émergence d'un nouveau mouvement. Toutefois, il est sûr que ce ne sera pas la dernière fois. La prochaine confrontation est d'ores et déjà programmée : le 12 juin, quand Reagan honorerait Berlin de sa seconde visite officielle.

HERVÉ  
(d'après des informations transmises d'Allemagne)

## GRANDE-BRETAGNE

## Ils travaillent dans l'ombre

UN certain nombre d'organisations en Grande-Bretagne — pour la plupart fondées à la suite d'initiatives privées — sont connues pour être liées entre elles et sont considérées comme étant des groupes de pression pour les intérêts atlantistes (et par conséquent ceux des Etats-Unis). Ces organisations laissent circuler l'information selon laquelle toute intervention ou initiative visant à découpler « les relations privilégiées » ou à porter atteinte aux intérêts de l'O.T.A.N., dans les îles britanniques, susciteront une action préventive de la part de « cliques » déjà constituées, qui pourraient amener la nécessité d'une junte militaire et civile.

Ces organisations bénéficient déjà de multiples réseaux officiels pour influencer les décisions politiques gouvernementales. Quelques-unes sont au centre de structures touchant à la défense nationale, d'autres ont des relations établies avec certains milieux d'affaires, antisindicalistes, ou encore sont au cœur de ces opérations de propagande en faveur de pays étrangers (Afrique du Sud, par exemple).

Les membres de ces organisations en question ne sont pas seulement haut placés dans l'appareil d'Etat, mais sont l'appareil d'Etat. En ce sens, elles sont quasi gouvernementales. Nous ne nous attacherons pas à présenter les structures et institutions principales, les forces armées, les services de sécurité, la police, l'O.T.A.N. elle-même, mais bien une partie de ces organisations et leur rôle dans la défense des intérêts de l'Etat anglais (capitalistes comme stratégiques).

## L'I.D.E.E.S.

L'Institut pour une défense européenne et d'études stratégiques (I.D.E.E.S.), malgré son appellation officielle, n'est pas un corps d'Etat, bien qu'il conseille les sphères gouvernementales en matière de stratégie, surtout ayant un rapport avec l'O.T.A.N.

Fondé en 1979, il fut pratiquement mis sur pied par la fondation américaine Héritage, une boîte à penser reaganienne, impliquée dans toutes les conspirations imaginables (soutien à la Contra, à l'Eurodroite...). L'I.D.E.E.S. s'est muni d'un journal de propagande, *Survey* (trimestriel édité par l'I.R.A.E., voir ci-dessous).

Le directeur de l'I.D.E.E.S. est le docteur Edwin Feulner, de la fondation Héritage. Le conseil est composé de Melvin Lasky, directeur de la publication d'*Encounter* (magazine créé par la C.I.A.), de Ray Whitney et de Richard Allen (ex-chef du Conseil de sécurité américain pour l'O.T.A.N.). Un autre conseiller et proche de l'I.D.E.E.S. est George Miller, qui porte aussi une autre casquette : il est effectivement le leader d'une organisation fasciste, la N.T.S. (organisation d'émigrés russes).

Les affaires courantes sont gérées par Gerald Frost, secrétaire du Centre d'étude politique, boîte à penser thatcherienne tout entière dévouée à restaurer un ultralibéralisme en Grande-Bretagne. Mais plus significative est la domiciliation de l'I.D.E.E.S., la même que pour la toujours active officine que constitue l'Institut pour l'étude des conflits, chargé par la C.I.A. de travailler à une propagande contre-insurrectionnelle.

## L'I.R.A.E.

L'Institut de recherche en affaires étrangères (I.R.A.E.) est officiellement inactif, mais contrôlé et intégré au sein de l'I.E.C. (voir ci-dessous) et de l'I.D.E.E.S. Constitué au départ par Geoffrey Stewart, conservateur pur et dur, fidèle parmi les fidèles de Thatcher, l'I.R.A.E. a été soutenu par le B.O.S.S. (services de sécurité d'Afrique du Sud), la C.I.A. et la société Lockheed.

Parmi ses membres, citons Brian Crozier et Robert Moss (à la fois membres de l'I.E.C. et de l'association « Liberté »). La spécificité de



Ne pas toucher aux intérêts de l'O.T.A.N. !

L'I.R.A.E. consiste à fournir des conseils et réunir des membres de boîtes à penser spécialisées dans l'anticommunisme.

## L'Institut pour l'étude des conflits

Un éclairage significatif de cette institution peut être donné par la

liste de ses membres. Ainsi, des personnes comme Franck Benchley, son président. Benchley est l'ancien chef du secrétariat pour la Défense et l'outre-mer au cabinet gouvernemental, de 1975 à 1976. Un autre membre, lord Beloff est le conseiller de Thatcher pour l'éducation.

Les représentants de l'institution militaire sont les suivants : Christo-

pher Foxler (ex-commandant de l'O.T.A.N.), actuellement maréchal en chef de l'armée de l'air ; vice-amiral Louis Le Bailly ; général Harry Tuzo, ex-commandant en chef pour l'Europe de 1976 à 1978, directeur des opérations militaires en Irlande du Nord de 1971 à 1973.

L'I.E.C. peut compter également sur des collaborations régulières de journalistes, comme Paul Wilkinson (journaliste « politique » et « spécialiste » en terrorisme), ou de spécialistes comme Kenneth Benton (chef du contre-espionnage à Paris et à Madrid) ou encore David Price (chef du bureau du M.I.6 [services secrets britanniques] en Pologne).

Tout doute sur l'étroite collusion entre l'I.E.C. et la C.I.A. est éliminé quand on connaît la fructueuse collaboration de Brian Crozier (tête pensante de l'officine) avec la centrale de Langley. S'il est de notoriété publique que Crozier travaille pour le M.I.6, il est moins connu que l'I.E.C. fut créé par ce dernier et que ses membres ont été formés par Evan Davies, officier entraîneur du M.I.6 et conseiller de l'U.N.I.T.A. (« Contra » sud-africaine qui combat l'Angola). Bien entendu, le financement de l'I.E.C. par la C.I.A. n'est pas direct. Il suit de multiples relais comme la Fondation Ford ou le Groupe de recherche pour les affaires publiques (basé à Washington).

On ne saurait clore cette présentation sans y inclure l'Institut des services unis royaux ou encore le Département pour la recherche et l'information qui entretient des liens avec toutes ces institutions, œuvrant à la sauvegarde des intérêts atlantistes et capitalistes. Les inter-pénétrations, les collaborations sont tellement fécondes qu'il est courant que tel ou tel individu soit à la fois membre de deux officines et fournisse des conseils éclairés à tous les anticommunistes et autres pourfendeurs du pacifisme européen.

## Relations internationales

## BRÈVES

## • PAYS-BAS

Depuis l'été 1986, un groupe dénommé L.A.C. (Landelijk Anarchisten Overleg) publie un canard mural à une échelle nationale, « Le journal mural noir ». Pour toutes informations, il vous faut contacter la L.A.C., Baarshof 14, 5022 GZ Tilburg, Pays-Bas.

## • ITALIE

Le Comité de défense à Orazio Valastro informe que le 15 mai la cour d'appel jugeant Orazio et débattant sur la peine de première instance (1 an de prison militaire, pour désertion) a confirmé cette peine. Pour écrire à Orazio : Orazio Valastro, Carcere Militare, Corso Pisani 201, 90121 Palermo, Italie.

## • BRÉSIL

Les initiatives anarchistes lors du 1<sup>er</sup> mai 1987 ont été nombreuses et variées. De Sao Paulo à Rio de Janeiro, en passant par Curitiba (Etat de Parana), les groupes libertaires locaux ont manifesté leur présence par des distributions de tracts, manifestes et fanzines. Ces canards sont disponibles aux adresses suivantes : « Caos », Caixa Postal 7620, 80000 Curitiba, Parana, Brésil ; « Mova-se », Av. J.K. 577, Foz do Iguaçu, Cep 85890, Parana, Brésil.

Rel. internationales

REL. INT.

## Panorama de la presse libertaire

• *La Puça i el General*, revue antimilitariste et de contre-information, traverse une crise : manque de collaborateurs (la rédaction s'était restreinte à 4 ou 5 personnes) et problèmes financiers. C'est du passé puisque cette magnifique revue, bimensuelle, pleine d'enthousiasme et décidée à tout sacrifier à la régularité, a sorti son 49<sup>e</sup> numéro en décembre 1986.

Des dossiers complets sur l'objection de conscience, les mouvements pacifistes européens, des tests comparatifs des médecines militaires en Europe, des humeurs antimilitaristes, bref 43 pages tous les deux mois pour faire le tour de l'antimilitarisme espagnol et d'ailleurs. *La Puça i el General*, Cervantes, 2 pral 1 A, 08002 Barna, Espagne.

• *Schwarzer Faden*, dans son n° 24, nous donne deux articles remarquables. Le premier, sur Clara Thalman et toute une vie d'engagement politique, insiste sur le témoignage de cette camarade lors de la débâcle en France pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le second, sous forme d'un dossier, parle et donne la parole à

la communauté en exil à Berlin-Ouest. Cinq pages sur les conditions de vie des immigrés, leurs démarches vers la régularisation, le racisme et le fascisme qu'ils supportent. *Schwarzer Faden*, Postfach 7031, Grafenav 1, R.F.A.

• *Testimonios*, revue de coordination libertaire, reste la seule revue mexicaine libertaire qui satisfait ses lecteurs d'une périodicité régulière. Mais il faut être patient toutefois, étant donné la qualité et le contenu qui nous sont proposés.

Beaucoup d'articles de fond (parfois théoriques) et de traductions de Bookchin, qui confirment le caractère pluridisciplinaire de cette revue. Il faut signaler l'introduction du discours qu'a prononcé Manfred Max Neef lors de la remise de son prix Nobel alternatif (pour son œuvre économique), introduction particulièrement intéressante et publiée dans le n° 3. *Testimonios*, Apartado Postal 7-1286, Col. Roma., Mexico D.F. 06700, Mexique.

• *Solidarity*, journal socialiste libertaire, est publié par le groupe Solidarité, déjà connu dans les milieux révolutionnaires pour son

activité d'édition. Indépendant de toute organisation spécifique, *Solidarity* rend compte de l'actualité libertaire (sans négliger les initiatives autogestionnaires), en adoptant une démarche historique-sociologique à sa lecture de la réalité britannique.

Le n° 13, par exemple, est pratiquement tout entier consacré à « Clars War », mouton noir de l'anarchisme britannique d'aujourd'hui (non sans raison d'ailleurs !). *Solidarity*, c/o 123 Latham Road, London E.6, Grande-Bretagne.

• *Trafik*, toujours et encore agréable à lire, fait le point vu d'outre-Rhin sur la grève des cheminots en France et sur l'interdiction de Radio-Pica, radio libre interdite en Espagne. *Trafik*, Peter Peterson, Eduardstrasse 40, D.4330 Mülheim 1, R.F.A.

• *Fifth Estate* ne bouge pas de sa ligne de conduite. Son n° 21 est consacré au fléau de l'automobile. Sa critique permanente de la technologie, de ses enjeux et de ses coûts l'amène cette fois à proposer un dossier de 7 pages sur l'industrie automobile, sa production et le coût social qu'elle

entraîne. *Fifth Estate*, Box 025 48, Détroit, M.I. 48202, Etats-Unis.

• Nous terminerons cette revue de presse libertaire par deux revues d'organisations syndicales, à l'intérieur desquelles des pratiques et options libertaires restent présentes.

*Rebellion*, bulletin d'information de la C.O.B. (Central Obrera Boliviana), a un caractère nettement plus syndical et revendicatif que *Arbetaren*, hebdomadaire de la S.A.C. (Sverige Arbetare Centralorganisation), organisation syndicale indépendante suédoise qui essaie, avec ses moyens, de combattre l'écrasante hégémonie de la confédération L.O.

*Arbetaren* distance de très loin toutes les revues syndicales qui nous sont données à lire. Sa qualité rédactionnelle en fait un des tout premiers journaux d'information (plutôt magazine d'ailleurs) en Suède. Bref, c'est un canard sensationnel... pour ceux et celles qui lisent le suédois. *Rebellion*, Casilla 6552, La Paz, Bolivie. *Arbetaren*, Svarspost, Kund 30.31.3027, 10432 Stockholm, Suède.

## CONTRE LE RÉVISIONNISME

## A propos de Paul Rassinier

Suite à l'article de Maurice Joyeux sur Paul Rassinier, paru dans le « Monde libertaire » n°664, nous vous présentons cette semaine un autre texte, de Jacques Grégoire, qui nous apporte quelques précisions sur la dérive de ce militant socialiste, puis anarchiste, qui finit par rejoindre les rangs d'authentiques collabos dont le seul but était de banaliser les crimes nazis, et ce par tous les moyens.

## Le comité de rédaction

J' n'ai pas connu personnellement Paul Rassinier mais j'ai lu ses articles dans la presse libertaire des années 50 : *Le Libertaire*, *Défense de l'homme*, *La voix de la Paix*, *Contre-Courant*. Rassinier s'y présentait comme militant libertaire, pacifiste, anti-capitaliste. Dans son livre *Le Mensonge d'Ulysse*, il insistait sur le fait que les exactions commises dans les camps de concentration avaient été plus le



fait des concentrationnaires eux-mêmes que des gardiens S.S.

## La « dérive » de Rassinier

Il est vrai que les S.S. utilisaient des détenus auxquels ils donnaient des avantages pour faire la police des camps, ce fut les fameux « Kapos ». Cette thèse pouvait être discutée, mais on a vite assisté à ce que j'appellerai la « dérive » de Rassinier. Il commença à « produire » des articles dans *Rivarol*, à côté d'anciens du journal fasciste *Je suis Partout* : Rebatet, P.A. Cousteau, P. Dominique, etc., et il devenait de plus en plus difficile de distinguer la pensée libertaire dans les écrits de Rassinier qui signa d'abord Bermond puis sous son vrai nom.

Dans son dernier livre *Le drame des juifs européens*, publié en 1964 aux éditions Les sept couleurs qui éditait les auteurs fascistes comme Drieu La Rochelle, Rassinier a coup de statistiques conteste le nombre de morts juifs en déportation en donnant ces chiffres :

- population juive en 1939 : 16 643 208 ;
- victimes du nazisme : 893 892 ;
- restaient en 1946 : 15 746 208.

Il va jusqu'à affirmer que les juifs n'ont pas été exterminés mais ont émigré aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, au Canada, etc. Un exemple de cette manipulation de chiffres : « M<sup>r</sup> Poliakov, Borczewicz et Billig prétendent que 120 000 juifs ont été déportés en France. Mais si le plus grand nombre de juifs français déportés a été 6 000, il y a peu de chance qu'arithmétiquement le nombre total dépasse

11 999. Car, le plus grand nombre étant 6 000, arithmétiquement le plus petit ne peut être supérieur à 5 999. Question : où sont passés les autres 110 000 environ (au minimum 108 000) qui figurent dans les 120 000 exterminés français alors que, c'est établi, ils n'ont pas été arrêtés ni à plus forte raison, pas déportés. Si je réponds qu'ils avaient quitté la France, je ne pense pas qu'on puisse m'accuser de conjoncturer car ils n'ont pas été déportés, donc pas été exterminés, et s'ils n'étaient plus là, il faut bien qu'ils soient allés quelque part. »

Si l'on suit bien le raisonnement de Rassinier, les juifs d'Izieu et d'ailleurs sont bien vivants dans quelques lieux secrets.

Toujours dans le livre *Le Drame des juifs européens*, Rassinier fait état d'une rencontre qu'il a eue avec un haut fonctionnaire allemand en 1963 et qui a donné lieu à cet étrange dialogue : « Vous avez donné en 1950 une interprétation des plus correctes (Mensonge d'Ulysse) lorsque formulant votre opinion vous avez conclu qu'il n'y avait eu que très peu d'exterminations de ce genre (par le gaz) et qu'elles ne relevaient, je vous cite " que d'un ou deux fous parmi les S.S. ". A votre place, j'aurais dit " un ou deux criminels sadiques ". Croyez-moi, j'ai bien connu ce milieu : dans sa grande masse, c'était un milieu correct mais il n'était pas exempt — comme tous les milieux sociaux — de quelques sadiques capables des crimes les plus iniques. »

Sans doute les rescapés des camps de Buchenwald, Dachau, Dora, etc., (j'en ai connu quelques uns) qui racontaient les coups de schlague, les appels interminables par « 20 », les pendaisons en musique, etc., étaient-ils victimes de phantasmes !

## La réhabilitation du nazisme !

Mais c'est dans la préface du livre, écrite en juillet 1963, que l'on peut sans doute trouver l'explication de cet essai de réhabilitation du nazisme.

« Lorsque, par conséquent, le Mouvement sioniste international prétend que six millions

de juifs ont été exterminés dans les chambres à gaz par les Allemands, il fournit à Krouchtchev le principal argument dont il use pour démontrer, en l'assortissant de la renaissance du nazisme et du militarisme prussien, que le peuple allemand est un peuple de barbares, qu'il serait très dangereux d'intégrer à l'Europe à part entière, et donc il vise à tuer dans l'œuf l'Europe inconcevable sans l'Allemagne.

« Présentant d'autre part la facture qui correspond à ce chiffre (6 000 000 de fois 5 000 marks), il n'a d'autre souci que d'alléger d'autant la charge que le déficit permanent de l'Etat d'Israël fait peser sur les banquiers de la diaspora, de la supprimer et de la transformer en un bénéfice appréciable. »

## La « bête immonde »

La thèse de Faurisson ne dit pas autre chose : complot sioniste, propagande soviétique que l'extermination des juifs ! La solution finale : une pure invention ! Certes la fin de l'hitlérisme n'a pas sonné, malheureusement, celle des tortures, des camps que l'on doit dénoncer en tous lieux et en tout temps. Mais la réhabilitation du nazisme accompagnée de la montée d'un Le Pen doit nous porter à réfléchir.

Au départ, Hitler n'était qu'un démagogue qui a profité d'une situation sociale de crise avec un bouc émissaire : « le juif ». Aujourd'hui, ce sont les immigrés. Lorsqu'on lit *Minute*, lorsqu'on entend les déclarations de Le Pen, surtout dans les meetings, on se dit que « la bête immonde » dont parlait Brecht n'est pas tout à fait morte. Essayons au moins, en n'entretenant pas l'équivoque de ne pas nous faire, même involontairement, les complices par la banalisation de cet aboutissement complet du militarisme et de l'autoritarisme que fut le nazisme, surtout que les témoins encore vivants auront bientôt disparu.

Jacques GRÉGOIRE  
(Périgueux)

## NOTE DE LECTURE

« Heydrich l'homme clef du III<sup>e</sup> Reich » de Edouard Calic

EDOUARD CALIC est connu pour ses grands reportages sur le Sud-Est asiatique et, à l'opposé, sur l'univers polaire réunis dans plusieurs volumes, mais il l'est surtout par son œuvre d'historien du III<sup>e</sup> Reich et, plus particulièrement, par son livre *Himmler et son empire* (1).

## Historien contre le révisionnisme

Dans son récent ouvrage sur Reinhard Heydrich, chef du service de sûreté S.D. et, par là, patron effectif des bureaux de renseignements nazis, l'auteur se dresse de tout le poids de son talent d'écrivain et de sa grande érudition contre les révisionnistes de tout bord et de tous pays qui, m<sup>s</sup> par on ne sait quelles forces mystérieuses, ne s'arrêtent devant aucune affabulation pour minimiser les crimes du nazisme. Qui ne se souvient pas des échos provoqués par le scandaleux « doctorat d'université » d'un Henri Roques dont la thèse, défendue à Nantes, tendait à prouver, il y a quère, la non-existence des chambres à gaz ?

Le livre d'Edouard Calic tombe à pic pour « assécher », selon l'expression même de l'auteur, « le marais artificiel » qui, dû aux efforts conjugués de tant de pseudo-historiens, risque de s'ouvrir sous nos pieds. Pour l'auteur, il ne s'agissait rien de moins que de mystifier le nazisme et de démêler la toile d'araignée tissée par la propagande ultra-machiavélique et la « conspiration ultra-secrète ». Pour faire échec aux tendances révisionnistes, il devenait impératif pour l'historien honnête de sortir de l'ombre le rôle, jusqu'ici énigmatique, de Reinhard Heydrich, dit le bourreau de Prague, dont le passage éclair à Paris, début mai 1942, devait suffire pour donner le coup d'envoi à la chasse aux juifs et à la persécution sanglante des résistants français.

Bourreau de Prague ? Bourreau de Paris ? Bourreau de l'Europe. Abattu à 38 ans, le 27 mai 1942 à Prague, par des résistants tchèques peu après son intervention à Paris (à laquelle Edouard Calic consacre tout un chapitre minutieusement documenté), Heydrich alors « protecteur intérimaire » de la Bohême-Moravie était devenu, en moins de 129 mois de service au national-socialisme, l'homme le plus craint et le plus secret du régime : « généralissime de la guerre biologique », « architecte de la plus terrible machinerie du meurtre de tous les temps ».

## Un travail important

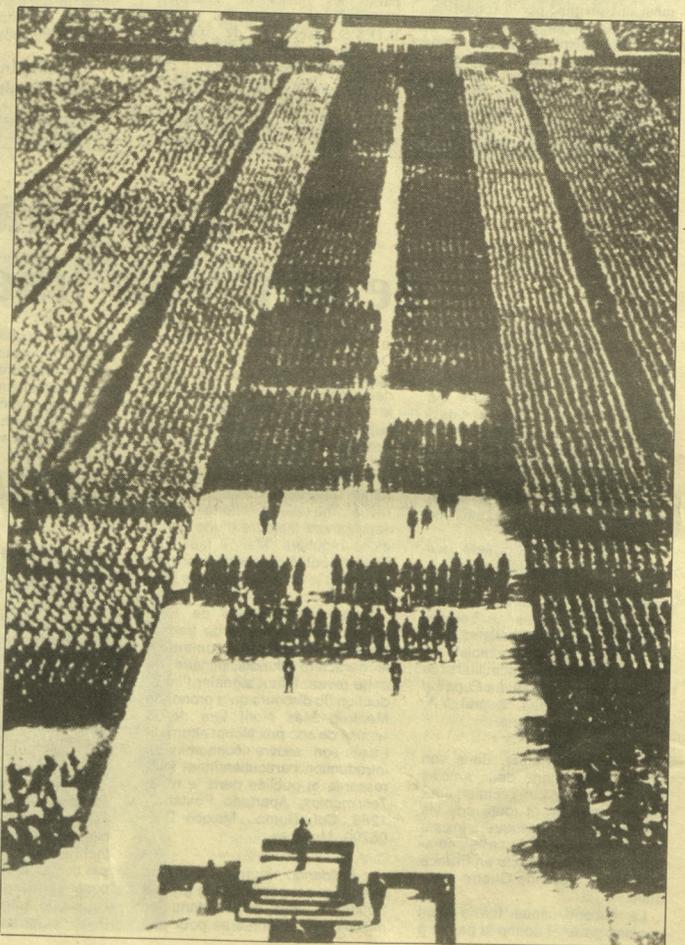
Illustré par de nombreuses photos inédites de la collection de l'auteur, précédé par une biographie de cet « archange de la destruction raciste », le livre d'Edouard Calic fait le point sur l'activité souterraine de Heydrich, non pas seulement intrigant surdoué ou simple instrument d'un pouvoir satanique, mais technicien, mieux inventeur de toutes les provocations et mises en scène qui ont permis à Hitler de devenir le maître du pays.

A l'appui d'une documentation abondante et irréfutable, de nombreux témoignages de survivants interrogés par l'auteur (dont la veuve de Heydrich), Edouard Calic a consigné dans sa brillante monographie tous les éléments de mise en lumière du rôle hallucinant que joua Reinhard Heydrich sur la scène macabre de l'Europe sous domination hitlérienne.

Bien des taches blanches dans la mosaïque de l'ère nazie, et notamment en ce qui concerne la France, se trouvent ainsi comblées.

J. MULTAN

Edouard Calic, Heydrich, l'homme du III<sup>e</sup> Reich, éditions Robert Laffont, 356 pp.



CINÉMA

« Le grand chemin »  
Histoire(s) d'amour

**L**E grand chemin... un petit coin de campagne quelque part dans la Bretagne des années 50. Au milieu de ce village « sans prétention », avec son église, son curé en soutane, son cimetière, ses grenouilles de bénitier, son bistrot et ses poivrots, on assiste à la rencontre le temps des grandes vacances entre un enfant, Louis (Antoine Hubert), et un homme, Péro (Richard Bohringer).

Louis est ici en vacances chez Marcelle (Anémone), une amie de sa mère. Entre Marcelle et son mari Péro, c'est depuis longtemps la déchirure ; leur amour s'est brisé sur le souvenir d'un enfant mort-né. Entre eux, ce sont les disputes, les coups, la cruauté. Péro s'évade dans l'alcool et Marcelle dans le culte de la mort. Et puis, voilà Louis... Avec ses envies de gosse, avec son désir de tout connaître, de tout vivre. Avec ses questions, sa tendresse. Avec, aussi, ses soucis : ce père qu'il voit à peine et là ce couple déchiré.

Un climat... à la Brassens

Entre ses escapades avec Martine, une petite fille du village, qui lui fait « faire le tour de ses bêtises », Louis va devenir l'ami de Péro, et cela sous le regard jaloux de Marcelle. Péro va craquer pour ce même. Ils vont échanger leur tendresse et Péro tentera d'arracher

Louis à cette femme qui ne voit en lui que l'enfant qu'elle n'a pas eu. Parce que Louis leur aura montré que la tendresse est au bout du chemin, Péro et Marcelle finiront par se retrouver.

Le grand chemin ressemble à une chanson de Brassens. Ce gosse qui n'aime pas la viande parce qu'on a tué des bêtes, Péro qui n'aime pas les curés et les calotins et qui préfère le bistrot ou la pêche à la messe du dimanche... et puis ce plaidoyer pour la tendresse que nous donne ici le réalisateur Jean-Loup Hubert. Un film autobiographique où beaucoup de spectateurs se reconnaîtront, car ce que nous montre le réalisateur nous sommes beaucoup à l'avoir plus ou moins vécu.

Le talent des acteurs

Au milieu d'une production cinématographique où la pellicule voisine avec le fric et le sang, voilà enfin un film où quelqu'un raconte la vie des gens. Un film simple, une bouffée d'air. Une histoire d'histoires d'amour, de rencontres, d'échanges. Un brin de vie, un bol de tendresse.

Et puis, il y a aussi tout ce que nous donnent les acteurs. Cette facilité qu'a le petit Antoine Hubert, le talent d'Anémone et ce Richard Bohringer qui est l'un des plus grands acteurs de sa génération, qu'on a pu voir récemment

dans *Le Paltoquet*, ce superbe huis-clos policier de Michel Deville ou dans des films de Jean-Pierre Mocky, qui sont les deux cinéastes avec qui il préfère travailler. Bohringer affirme que son « métier n'est pas sérieux » et que le plus important pour lui ce sont les voyages. « Qu'est-ce qui est plus beau que le voyage, lorsqu'on le fait avec un cœur complètement embrasé par l'idée de bouger. Les couleurs, les odeurs, les sensations étrangères me permettent de tenir debout », dit-il dans une interview récente. Dans *Le grand chemin*, il révèle sa véritable nature et prend vigoureusement la défense de ce « film vrai où il y a des gens qui existent, des gens (qu'il connaît bien dans la vie) ».

Il faut faire le détour par *Le grand chemin*, c'est un film essentiel qui nous raconte que malgré tout le bonheur est au coin de la rue.

DIOGÈNE

NOTE DE LECTURE

« Chroniques de la haine ordinaire » de P. Desproges

Ce livre contient — d'où son titre — certaines des interventions de Desproges en 1986 sur France-Inter, lors de l'émission « Chronique de la haine ordinaire ». Textes d'humour, très courts, Desproges y pourfendait chaque soir les jeunes, les vieux, Dieu, le football (qu'il déteste tout particulièrement), etc.

Il est au mieux de sa forme, et ceux et celles qui aiment l'humour pince-sans-rire et mordant apprécieront. Un petit livre à l'humour vitriolique à découvrir d'urgence !

J.-M.

Pierre Desproges, « Chronique de la haine ordinaire », éditions Seuil, collection Point-virgule, 24 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



ROMAN NOIR

Actualité de l'édition

L'ACTUALITÉ du polar retrouve un peu d'intérêt ces jours-ci avec le nouveau livre de Daniel Pennac. Celui-ci est déjà connu pour son *Au bonheur des ogres* (1), qui avait été une agréable surprise en son temps. On retrouve ici son univers délirant avec une famille loufoque, un chien épileptique et son personnage Malaussène, ce bouc émissaire servant à l'équilibre de notre société. Il endosse la misère du monde, à tel point qu'il en fait un métier. Bien entendu, il sera suspecté par la police.

Le troisième âge est l'argument de ce roman, qu'il s'agisse de meurtres dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou de la drogue qui, par ses effets, sert à expulser des vieillards de leurs logements « à rénover » pour les envoyer en hôpital psychiatrique. Mais plus que l'action, c'est l'atmosphère — où Pennac excelle —, la peinture des portraits non sans humour et fourmillant de détails qui sont pour quelque chose dans l'intérêt de ce livre (2).

Ces derniers temps, on a pu préférer les auteurs français de polar aux Américains. Ceux-ci sont trop souvent empétrés dans les clichés, mettant en scène d'éternels privés individualistes. *Coney Island Casino* (3) ne rompt pas vraiment avec la tradition. On y retrouve notamment le thème de la corruption, classique depuis *La moisson rouge* de Dashell Hammet. Cette corruption concerne ici un postulant au titre de gouverneur, flicant avec la mafia d'un casino. Là-dessus une équipe se met en tête de découvrir la vérité sur les meurtres en rapport avec l'établissement. Si ce n'est pas vraiment original, le rythme ne faiblit pas et constitue l'attrait de ce livre. Gillespie nous livre une honnête série noire.

Yves B.

(1) Daniel Pennac, *Au bonheur des ogres*, en vente à la librairie du Monde libertaire, 27 F.

(2) Daniel Pennac, *La fée carabine*, Série noire n°2085.

(3) Robert B. Gillespie, *Coney Island Casino*, Série noire n°2091.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 11 juin

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Tampa Red et Kokomo Arnold, le bottleneck et le vaudeville.  
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : les femmes soldat(e)s de Dieu (sous réserve).  
« Jazz en liberté » (20 h 30 à tard dans la nuit) : Talib Kibwe (sax) et le label/distributeur Madrigal sont invités.

Vendredi 12 juin

« 89.4 le matin » (10 h 30 à 12 h 15) : commentaires à chaud et musique.  
« H. comme hasard » (12 h 15 à 14 h) : « l'urbiquité » avec Michel Ragon (rediffusion)  
« L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : aux sources du matérialisme... la machine humaine. Avec l'Union rationaliste et ses invités.

Samedi 13 juin

« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : Séguin et son projet de loi, nucléaire et syndicalisme, sans oublier la météo et Elan noir.  
« De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h) : la chanson allemande aujourd'hui. « Was singt man in Deutschland ? », avec Marc Robine (journaliste) et Maren Berg (chanteuse).  
« Micro-climat » (16 h à 17 h 30) : spécial table ronde sur le nucléaire.  
« Epsilon1a » (17 h 30 à 19 h) : Didier, du groupe Achwghā ney Wodei, parle de musiques post-modernes.

Dimanche 14 juin

« Hua y guang bo » (8 h à 10 h) : émission hebdomadaire en chinois.  
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : les festivals de l'été.  
« Jazz en bleu » (14 h 30 à 16 h 30) : les années 30 avec Duke Ellington.  
« Uk'Amou » (16 h 30 à 18 h 30) : la musique des indiens Ottavaleños (Ottavalo-Imbabura) de l'Equateur (musique andine). Invité : Nelson Chalampunte, musicien.  
« Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : Caroline Corre et M.P. Peronnet, à propos du livre d'artiste et de l'exposition qui aura lieu chez Caroline Corre du 4 juin au 4 juillet.

Lundi 15 juin

« Chronique du lundi » (9 h à 12 h) : commentaires de la presse et musique.  
« Etrangers d'ici et d'ailleurs » (12 h à 14 h) : l'antiracisme au quotidien.  
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : éducation et médecine.

Mardi 16 juin

« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.

Mercredi 17 juin

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : Bruno Narvion, trompettiste.

EN VENTE DANS DE NOMBREUX KIOSQUES MARCHANDS DE JOURNAUX ET DANS LES GRANDES GARES DEMANDEZ, EXIGEZ... « LE MONDE LIBERTAIRE »

Le dernier du Cult

Bref, une production avisée fait tomber à plat tous les sursauts d'énergie brute et ces tripes qui ont l'air de sortir. Mais où est passé ce batteur démentiel qui avait donné à *Love* une pulsion somme toute d'enfer ? Rendez-vous Mark Brezezicki !

Pour les intoxiqués du Cult, il reste le maxi-single : une face live,

un « Bone bag » d'une dizaine de minutes qui vaut son pesant de cacahuètes bluesy-électriques. Les aigris diront « pas vraiment original ». Nous les renverrons à leurs chères études de rockologie. Mais on ne donnera, pas pour autant au dernier du Cult.

Justin TAKEO

NOTE DE LECTURE

« Lourdes histoire d'eau » de Pierre Assouline

En 245 pages, cet auteur incroyant nous fait découvrir les événements édifants et scandaleux sur Lourdes, sur le fonctionnement de ce cirque religieux et politique. Comme par exemple : la collaboration des autorités religieuses avec le nazisme et le gouvernement de Vichy, la restitution du domaine de la grotte à l'Eglise par Pétain en 1941, le racisme bien particulier de Lourdes, la prostitution, la cohabitation entre la gauche, la droite et les cathos.

Lourdes est un théâtre permanent dont les coulisses valent bien la scène. Lourdes : un chiffre d'affaires fabuleux, une cité à scandales politiques et financiers, la coexistence du temporel et du spirituel. A lire.

YVES

Pierre Assouline, *Lourdes histoire d'eau*, éditions Alain-Moreau, 61 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Las ! *Electric*, le dernier produit du Cult, nous révèle les dessous de la cuisine. Maintenant, coco, on fait dans le hard américain à la sauce des années 60. On reprend quelques clichés du mythe Step-penwolf, la queue de renard en prime comme celle qui pend dans la bagnole du Maurice. On suit pas le mouvement... on le précède, coco, on est mieux dans le coup !

S.I.C.A.D. 1987

## Coopération et développement... la fin des illusions ?

VINGT ans, il aura fallu vingt ans à la bourgeoisie affairiste pour récupérer, à son profit et à son système, le volontariat qui avait éclo après le mouvement de 1968. Les O.N.G. (1), qui n'en n'ont plus que l'appellation puisque émergeant toutes aux budgets des Etats (subventions), ne se cachent qu'à peine de cette collusion.

La droite et son plus brillant fleuron intellectuel, la « nouvelle droite », peuvent se prévaloir d'un beau résultat : leurs idées, formulées par les boîtes à penser et à désinformer (Club de l'Horloge, Fondation L.S.F. [2], Causa [3], etc.), relayées par les médias aux ordres, atteignent et semblent subjuguier des responsables historiques du mouvement tiers-mondiste. Au nom du réalisme (il faut bien que l'organisation fonctionne, que les permanents soient payés et que l'on continue à faire comme si...), les ralliements ouverts ou masqués sont nombreux.

Dans ce salon (S.I.C.A.D. [4]) où, si la L.S.F. était officiellement absente, ces thèses, elles, étaient bien présentes et ont tendu comme une chape d'incompréhension et de malaise — comme quoi les absents n'ont pas toujours tort.

### Dans la lignée du colonialisme

On peut se réclamer du tiers-mondisme et assurer fièrement son héritage de nation coloniale (message du ministre Aurillac, expliquant que les responsables d'aujourd'hui ne sont pas coupables et n'ont pas à assumer les responsabilités de ceux d'hier, singulier discours pour des patriotards à tout crin que le refus de l'héritage national — au moment où ceux-ci l'invoquent pour justifier le racisme et la xénophobie entretenue).

Certes, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le stand de l'association kanake avait disparu ainsi que le débat que cette association avait prévu d'organiser le samedi 23 mai au soir, sur le thème : « Quel développement en milieu kanak ? ». Personne ne pouvait donner les raisons de cette disparition (faisons disparaître les idées, les hommes cela viendra en son temps). Mais, consolons-nous, le Bureau international d'Afghanistan (B.I.A. ou C.I.A.), diront les mauvaises langues) a bien tenu le rôle de peuple en lutte qui lui était dévolu. Ce bureau a tenu une réunion fort intéressante et c'est dommage que, dans le débat organisé dimanche par le *Monde diplomatique*, le responsable afghan se soit cru obligé de cracher le morceau dans un éloges vibrant à Savimbi, « occupant » (ce sont ses propres termes) le tiers de l'Angola, mais oubliant que c'est avec l'aide des racistes de Prétoria.

Seul manquait et on peut le regretter, à ce concert de libérateurs de leurs peuples, la Contra nicaraguayenne qui espérons-le sera représentée l'année prochaine par le « Commandante » El Chino, assassin de notre camarade Joël Fioux, exécuté parce qu'il luttait contre la misère et le sous-développement au Nicaragua. Mais où étaient donc passés les grandes organisations de solidarité et d'aide au tiers

monde, où se trouvaient les grandes voix et les grandes plumes qui ont su engager tant et tant de jeunes aux côtés des pauvres ? Certes, certaines avaient des stands, beaucoup se sont tués.

### Bilan de cette manifestation

Trois axes peuvent résumer cette manifestation :

- reniement de l'internationalisme, malgré le concert de réalisations et de projets, aucune attitude de défense de la globalité de l'homme et de son identité ;
- ralliement officiel ou non affirmé aux thèses les plus éculées du rôle prééminent de l'homme blanc ;
- la gestion des inégalités et de la misère par le développement du partenariat éclairé et géré scientifiquement.

Le volontaire sera en 1987 :

- soit un gestionnaire compétent et devra troquer, en même temps que le jean et les sandales, son idéalisme pour le réalisme et la tenue de combat, la machine à calculer servant à entretenir les organismes sur les nombres de victimes de la faim ;
- soit un commando, façon Bioforce, qui s'affirme (il s'agit de leurs propres termes) : « le complément civil à la Bioforce militaire ».

De toute façon, il sera apolitique et se contentera de bien faire son travail technique (déclaration de Z... de V.S.F. [5]). Comme s'il pouvait y avoir progrès technique sans progrès social, ou alors participer à la confiscation du progrès technique par l'infime minorité des nantis afin de poursuivre indéfiniment, sous d'autres formes, l'asservissement des pauvres. C'est vraiment à une tâche valorisante et enthousiasmante que sont conviés les néo-volontaires.

Mais la morale est sauve, car comme l'explique si bien J.-P. Cot, ex-ministre de la Coopération, le fait d'avoir accepté la venue de Duvalier en France a hâté le processus de démocratisation en Haïti. Comme il y a de moins en moins de dictatures (ça c'est lui qui le dit), les dictateurs ne sachant plus où se réfugier risquent de s'accrocher encore plus longtemps au pouvoir.

On se demande pourquoi on juge Barbie actuellement, un dictateur ayant plus de chances de mourir dans son lit que les séides qui exécutent froidement ses ordres, à moins que pour la bourgeoisie il soit normal d'offrir le gîte et le couvert aux dictateurs méritants qui ont si bien servi leurs intérêts. Alors ne désespérons pas de la venue prochaine de Pinochet au nom de cette logique. La coopération et le développement, à ce niveau-là, nagent vraiment dans le sang et la merde.

A ce propos, j'oubliais que, afin de faire réaliser des économies à ceux que cela intéresse et aux contribuables, on aurait pu regrouper les 3 ou 4 manifestations qui se tenaient ce jour-là porte de Versailles ; le personnel politique et les portiers de service étant, par définition, interchangeables :

- Assises nationales du R.P.R. où, comme on le sait, la solidarité a tenu une grande place,



entre la sécurité et la cuisine parlementaire ;

- Salon des métiers de la bouche (ou de la bouffe : bon appétit les Soudanais et les Ethiopiens) ;
- Salon de l'Archéologie (le paysan africain pouvant y tenir une grande place).

### Quels volontaires pour le tiers monde ?

Dans le discours on parle de ne pas envoyer d'expert au rabais en Afrique, très bien, mais les experts qualifiés se paient cher : qui va les payer et dans quel but ? Au salon étaient présentes de nombreuses grandes écoles qui cherchent à envoyer, pour une première expérience, sans risques, leurs nouveaux promus qui pourront ensuite valoriser en Europe leurs diplômes au mieux.

Au dire d'un responsable des « Volontaires du Progrès », les pressions sont importantes pour faire accepter des stagiaires dans ce cadre. On assiste à la même logique pour des jeunes médecins, où le droit à l'erreur n'a pas les mêmes conséquences qu'ici. Mais alors on ne voit pas qui, en dehors des organisations chrétiennes de tous bords (à la recherche d'une clientèle perdue ici), va continuer à travailler en Afrique, les idéalistes étant exclus à l'avance par une telle logique.

C'est cette même logique qui explique que l'on expédie des volontaires à la campagne, mais non dans les villes ou à leurs périphéries, alors que des masses énormes de paysans chassés par la crise, la sécheresse, les choix politiques des Etats constituent un danger politique et que leur organisation deviendrait un danger pour les oligarchies au pouvoir. De l'aveu même de certains responsables, il est dangereux, voire impossible, de travailler dans ces milieux, qui devraient pourtant être prioritaires dans une optique de développement, qui sont maintenus dans une misère noire et un assistantat permanent ; l'occupation principale étant l'attente des miettes de l'aide alimentaire et la fouille des débris abandonnés par les nantis. La seule perspective des gouvernements en place est de les repousser le plus loin possible des centres urbains (situation des déguerpis).

On peut se le demander justement, puisque ce n'est pas une opération de recrutement de

volontaires (sur 15 000 candidatures annuelles, 800 seulement sont acceptées), l'argent dépensé par les organisations humanitaires (7 500 F l'emplacement, auxquels s'ajoutent les frais annexes, le prix des imprimés distribués en masse, etc.) aurait certainement eu plus d'utilité ailleurs (à comparer avec les possibilités des véritables volontaires qui travaillent au Nicaragua et dont certains ne disposent que de 10 dollars par mois). Alors est-ce pour se faire plaisir ? Pour se justifier ou pour justifier les gratitudes dispensées par les gouvernements de gauche et de droite qui se succèdent en France ?

Michel Guillou, représentant M, le ministre de la Coopération, a franchement expliqué que le développement avait pour but la lutte contre la pénétration marxiste en Afrique. Et cela, je crois qu'à part les naïfs et les imbéciles, tout le monde l'avait déjà compris. C'est bien de la coopération tous azimuts dont il s'agit, le développement agricole et social n'étant que le prétexte à une coopération capable de former des interlocuteurs valables (entendez une classe politique, technocratique, collaborationniste protégeant les intérêts français dans la région), pour coopérer avec une armée et une police capables de mater les mouvements populaires (souvevenez-vous de Kwési).

Pour arriver à absorber les produits utiles et inutiles (armes, médicaments périmés, produits toxiques, surplus alimentaires), le tiers monde doit se développer selon notre schéma inégalitaire et devenir un immense marché solvable. C'est la seule issue à la crise du système, envisagée par nos gouvernants. Vraiment, le développement est à un carrefour (6).

Daniel NOËL

(1) O.N.G. : organisations non gouvernementales.

(2) L.S.F. : Libertés sans frontières.

(3) Causa : organisation anticomuniste liée à la secte Moon.

(4) S.I.C.A.D. : Salon international de la coopération et de l'aide au développement.

(5) V.S.F. : Vétérinaires sans frontières.

(6) On a beaucoup parlé de l'ancien ministre de la Coopération (J.-P. Cot) et du nouveau (M. Aurillac), mais pas du tout de celui qui, entre les deux, est resté plus longtemps qu'eux deux réunis : Christian Nucci.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.